le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Flexibilité

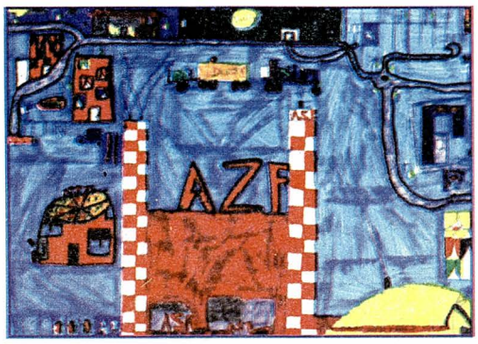
Patrons — Syndicats même combat ?

M 02137 - 1440 - F: 2,00 €
2€
ISSN 0026-9433

« Pas plus qu'il n'y a de classe unique et d'intérêt général, il ne peut y avoir un moyen de libération qui s'appelle la collaboration des classes »
Pierre Besnard

hebdo n° 1440
du 25 au 31 mai 2006

Sommaire



On ne va pas **se taire** sur le nucléaire, par Daniel, *page 4*

18 joints, par le CIRC, *page 5*

L'autruche, tout simplement, par F. Ladrisse, *page 5*

Brèves de combat, *page 6*

Total coupable, par J.-P. Levaray, *page 7*

Prostitution et **Coupe du monde,** *page 8*

Le sida invisible chez les femmes, par P. Schindler, *page 9*

La laïcité **contre l'enfant,** par L. Gallopavo, *page 11*

Chapeaux bas, par N. Potkine, *page 14*

Hamas: prétexte pour faire la guerre, par B. Kamal, *page 15*

Anvers: un skin facho passe à l'acte, par Louise, *page 16*

Beur blanc rouge, par H. Hurst, *page 17*

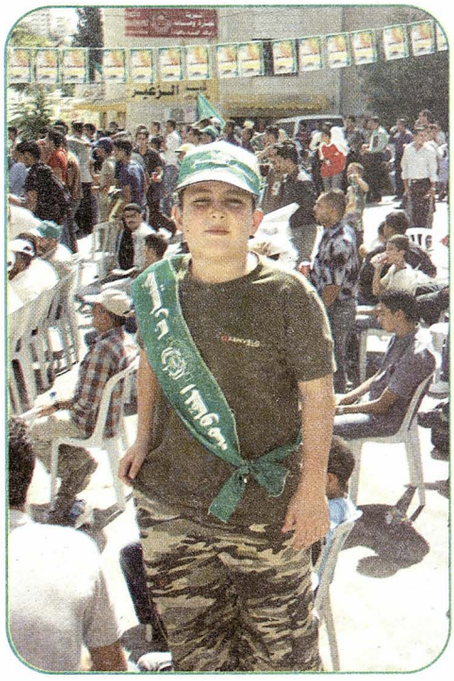
De la **pédagogie Freinet** en DVD, par M. Copé, *page 19*

Ici l'ombre, *page 20*

Chantons l'anarchie, par la chorale libertaire de Périgueux, *page 21*

Radio libertaire, *page 22*

L'agenda, *page 23*



Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 nos	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 nos	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos ◯ 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

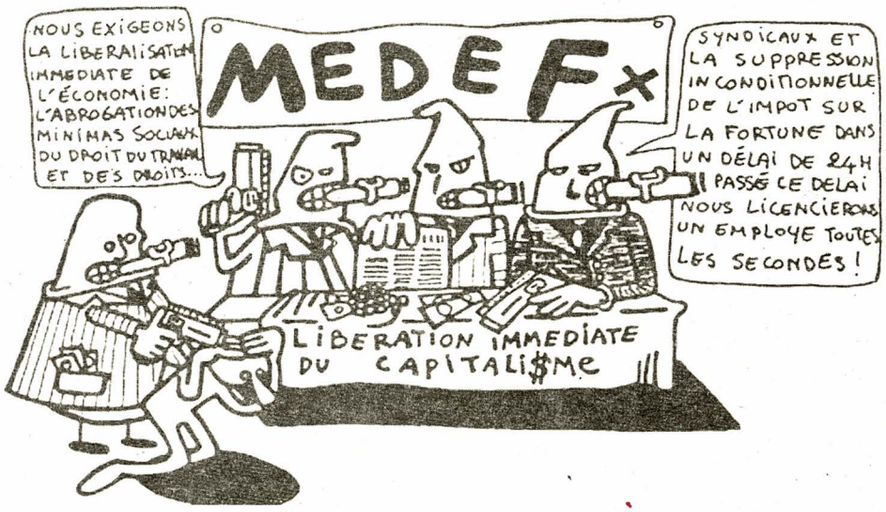
Editorial

Du grain à moudre ?

On ne peut pas dire que la transparence soit la qualité primordiale des salops : ministres, parlementaires et autres décideurs, qui tiennent le gouvernail de l'État. Tripatouillage des flux financiers, commissions plus ou moins occultes dans divers trafics, y compris les trafics d'armes alimentant les conflits qui, chaque jour, tuent et oppressent des civils innocents ; tout est bon pour assouvir les appétits de ces assoiffés de pouvoir et de leurs partis politiques. Toujours prêts à fustiger les fraudeurs des assurances sociales ou des transports publics, à envoyer les pauvres en taule pour quelques centaines, voire dizaines d'euros, ces soi-disant parangons de vertu, eux, puisent dans les caisses à coups de milliards de dollars, et quand ils se font piquer, ils s'en tirent avec tout au plus des peines avec sursis.

La transparence n'est pas non plus de mise en ce qui concerne les dangers que nous font courir les dirigeants du groupe de pression militaro-industriel du secteur nucléaire. Ces crapules classent secret-défense un rapport évoquant les dangers encourus au cas où un avion viendrait à s'écraser sur une centrale nucléaire, alors qu'une note de ce rapport mentionne que les données qu'il contient sont volontairement imprécises pour ne pas être exploitables à des fins terroristes. Soit le rapport est destiné à la Défense nationale, et il comprend les données précises permettant à celle-ci d'évaluer les risques ; soit ce rapport se contente d'évoquer les dangers sans donner de données stratégiques exploitables, ce qui est le cas, et alors là il n'y a pas lieu de le classer secret-défense. Mais ce lobby, qui tient entre ses mains l'existence des millions d'habitants vivant à proximité de centrales nucléaires, joue avec nos vies et tente de nous maintenir dans l'ignorance, quitte à envoyer ses barbouzes intimider les militants cherchant à transmettre les informations que tout un chacun a le droit de connaître.

Bientôt toutes ces « affaires » seront éclipsées par la Coupe du Monde de football, cette grande fête populaire canalisant les ressentiments de centaines de millions d'hommes et de femmes à travers le monde. Mais, là encore, derrière la liesse et l'effervescence, se cache un cloaque infâme. Pour « divertir » les millions de supporters, correspondants de presse, et autres employés que drainera cette manifestation, de formidables bordels seront organisés à proximité des stades. Cela sera près de 40 000 corps de femmes qui seront mis à l'étal pour assouvir les mâles mis en rut par la compétition. Un gigantesque et ignoble trafic d'êtres humains se profile derrière l'organisation de ces jeux du cirque modernes.



Le Watergate à la française attend pour se calmer la Coupe du Monde de football et comme d'habitude occulte largement sur les étranges lucarnes le problème social. Corbeau ou corneille, les hommes et les femmes licenciés de Dim-Playtex, Sogerma, Kuhn-Nodet ou Duralex (pour n'en nommer que quelques exemples...) n'ont que faire de ces révolutions de palais. Par contre, que penser des réunions Medef-syndicats qui ont commencé la semaine dernière ?

Pendant la mobilisation anti-CPE où un front syndical avait été retrouvé, Laurence Parisot, secrétaire du Medef, ne ménageait pas ses critiques. Le gouvernement était incapable de négocier syndicalement, l'image (vendable) de la France était détériorée... Elle y avait ajouté (une ou deux fois ?) des critiques à l'encontre de son baron prédécesseur, Seillère. Celui-ci aurait figé les positions, n'aurait pas saisi l'opportunité de la présences de jeunes dirigeants syndicaux ouverts à toutes les propositions flexibles !

Donc, à peine les espérances que le combat contre le CPE avait fait naître envoyées aux oubliettes que le patronat organisé veut rencontrer les cinq confédérations syndicales représentatives (CGT, CFDT, FO, CFDT, CGC) pour causer de « chantiers en cours». Késako ? Il s'agirait du même débat cher à notre partisane de l'amour libre (*), c'est à dire dans le monde du travail «les flexibilités, les précarités». Il paraît même qu'il y a un néologisme : la «séparabilité», ça voudrait dire «licenciement à l'amiable». Georges Yvetot (auteur de *L'Abc du syndicalisme*) doit se retourner dans sa tombe !

FO a ouvert le bal, la CGC mercredi dernier, la CFDT le 29 mai, la CFTC le 31 et la CGT fermant le ban à la mi-juin.

Qu'ont-ils à vendre ? Ont-ils seulement eu un semblant de concertation intersyndicale ? Il semblerait qu'en «ombres chinoises» l'épée de Damoclès serait la mise à plat de certains problèmes de fond comme «les règles du dialogue social», «la représentativité et le financement des organisations professionnelles et syndicales». Donc chacun pour soi et vive l'unité syndicale !

Il y a aussi un autre dossier que l'organisation patronale a sous le coude : l'assurance-chômage des quelque 100 000 artistes et techniciens du spectacle, c'est à dire les intermittents. Un accord pré-qualifié de «définitif» aurait dû être conclu le 18 mai. FO et la CGT l'avait déjà récusé, la CFDT a décidé de «suspendre» sa signature Chérèque aurait même déclaré que «tous les éléments nécessaires à une véritable sortie de la crise ne sont pas réunis». Parlait-il de l'après-CPE ou précisément de l'accord sur les intermittents ? De toute façon tous les problèmes de la précarité sont liés et ce ne sont pas les réunions patronat-syndicats qui, aujourd'hui, nous sortiront de l'ornière.

Et si, comme le disait une pancarte dans les manifs anti-CPE, les meilleurs défenseurs du Code du travail étaient les lycéens, tous sexes confondus ?

Jean-Pierre Germain

(*)La cheftaine du Medef n'avait-elle pas dit que le travail, comme l'amour, pouvait être précaire !

Répression

Le porte-parole du Réseau Sortir du nucléaire arrêté

L'information a fait l'effet d'une traînée de poudre : Stéphane Lhomme, chargé de communication et porte-parole du Réseau Sortir du nucléaire, a été arrêté et placé en garde à vue le mardi 16 mai. Au terme d'une perquisition de cinq heures à son domicile bordelais, son téléphone portable et deux ordinateurs personnels ont été saisis. Il a été retenu pendant quatorze heures pour être libéré vers 22h30.

C'est une enquête déclenchée par le parquet de Paris qui a justifié une telle opération. Cette enquête a pour objet une «compromission du secret de la Défense nationale» et est liée à la divulgation d'un document classé secret-défense où est évoquée la vulnérabilité du nouveau réacteur nucléaire EPR (Réacteur européen à eau pressurisée) qui a été la cible d'une campagne et d'une manifestation les 15 et 16 avril à Cherbourg, non loin du futur site qui accueillerait le prototype à Flamanville, dans la Manche.

Or, ce document avait déjà fait l'objet d'une divulgation par le Réseau Sortir du nucléaire, il y a plusieurs semaines. Sans doute les policiers de la DST (Direction de la surveillance du territoire), chargés de la perquisition, recherchaient-ils chez Stéphane Lhomme les contacts ayant permis les fuites. Mais que dit ce document si convoité ?

C'est une lettre adressée par EDF, en l'occurrence B. Lescœur, au directeur général de la Sûreté nucléaire et de la radioprotection, et qui date de 2003. Ce document, accompagné de divers graphiques, détaille les risques envisagés par EDF au cas où un avion s'écrase sur un EPR. Il fait suite à des interrogations légitimes sur la capacité de ce prototype nucléaire à faire face à des attaques aussi folles que celles - inimaginables jusqu'alors - qui ont été lancées sur les Twin towers le 11 septembre 2001. On peut y lire entre autre qu'indépendamment de la capacité d'EPR de résister à des chutes d'avions militaires, EDF ne prévoit pas tous les cas de figure en cas de conflit ou d'opérations armées. L'explication avancée dans ce document est que l'empêchement ou l'anticipation d'attaques est surtout du ressort de l'État. Par conséquent, EDF, qui reste dans un cadre normal de préventions des risques, n'envisage pas toutes les éventualités, jugées extrêmes ! La cerise sur le gâteau, c'est que B. Lescœur, auteur du document si convoité par la DST, estime que les informations figurant dans ce dossier ne doivent pas être rendues publiques ! On comprend pourquoi : toutes les hypothèses ne sont pas envisagées par EDF, qui botte en touche en soulignant le rôle de l'État dans la prévention d'attaques d'envergure ou d'accident aérien... Comment être rassurés après avoir lu cela ?

Société nucléaire, société militaire.

Il ne fait pas de doute que cette action déclenchée par les policiers spécialisés dans la lutte antiterroriste est aussi une intimidation à l'égard du médiatique militant antinucléaire. Et le recours à la police en charge des dossiers antiterroristes relève d'une tentative de discrédit du militant. À travers lui, ce sont bien les actions et la contre-information dirigées contre l'industrie nucléaire qui sont visées. Le message est clair. L'industrie nucléaire, intimement associée à l'État depuis son activation en France, a besoin d'opacité, de secret, de surveillance pour être tranquille. La présence du «secret défense» dans cette affaire est un rappel du lien indéfectible entre cette industrie civile et l'armée[1]. À la suite de cette scandaleuse opération militaire chez Stéphane Lhomme, le Réseau Sortir du nucléaire et Greenpeace, notamment, ont alors diffusé ce document sur leurs sites internet, encourant jusqu'à 75 000 euros d'amende et 5 ans d'emprisonnement[2].

Nous sommes partisans de l'autogestion généralisée des moyens de production et de distribution, de tous les secteurs, y compris énergétiques. Pour envisager cette démarche, quelques conditions de base s'imposent comme un libre accès à l'information et la légitimité des décisions. Pour favoriser la gestion directe, collective et écologiquement acceptable, une déconcentration des lieux de productions est indispensable, associée à une nécessaire coopération entre les différentes composantes de la vie sociale et économique. Or, l'industrie nucléaire n'est rien de tout cela. Elle est écologiquement irresponsable et criminelle, source de production d'armes de destruction massive, et représente un modèle de société étatique (abus de pouvoir, culte du secret, débats tronqués, militarisation, concentration...) et de gabegie énergétique. La répression qui frappe les militants antinucléaires comme les syndicalistes ou les sans-papiers, est celle d'un système qui impose ses règles par la force au nom de l'intérêt général, en réalité l'intérêt des élites gestionnaires de l'État qui défendent aussi les règles du marché et de la propriété privée.

Daniel
Groupe Gard-Vaucluse

1. *Le Monde libertaire* avait abordé cette question dans son numéro 1425, pp 14-15.
2. www.sortirdunucleaire.org

Faits d'hiver

Le corbeau et le renard

MAÎTRE CORBEAU, sur son arbre perché, tenait en son bec un listing qu'il aurait prétendument trouvé...

Maître corbeau, qui portait par ailleurs fort beau, et aimait à se prendre pour un aigle, ne cessait de faire le paon.

Ce listing, aimait-il à susurrer à l'oreille d'une basse-cour de courtisans en tous genres, a, du fromage corse (ou basque), cette senteur explosive qui fait sortir tous les renards de leur terrier.

Maître renard, par l'odeur alléché, lui tint à peu près ce langage:

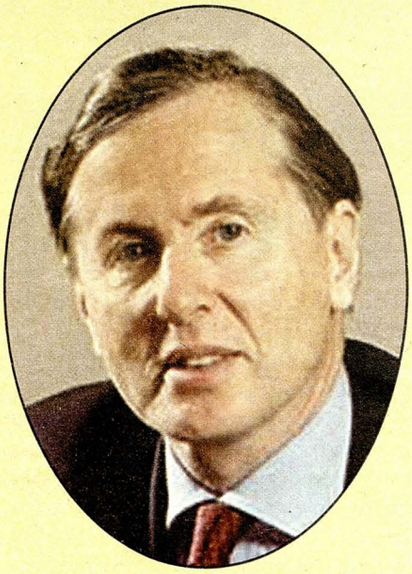
« Eh, bonjour, monsieur du corbeau. Que vous me semblez beau. Mais, qu'est-ce donc, de ce listing ou de votre ramage, qui refoule à ce point du goulot ? »

Le volatile, dont la noble naissance ne l'avait pas préparé à ce coup de pied de l'âne d'un renard de basse extraction immigrée, en fut tout esbaudi et, de bégaiements en bégaiements, en vint à relâcher le fromage.

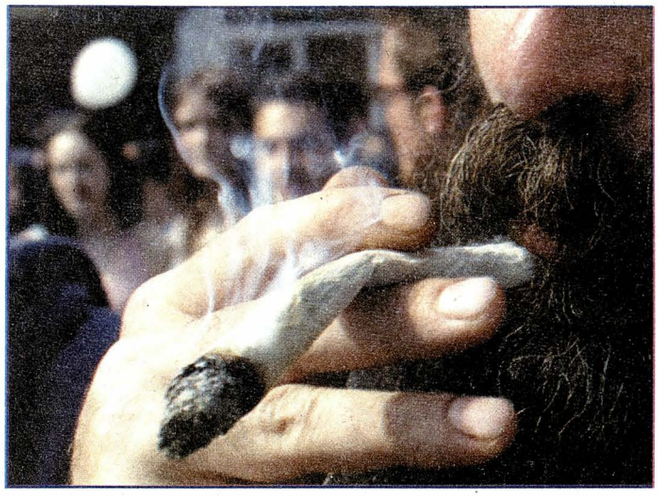
Qu'un corbeau se prenant pour un aigle devienne le dindon de la farce qu'il comptait jouer au renard est assuré de réjouir le poulailler social que Goupil couve... d'un œil décidé.

À défaut d'avoir un jour des dents, les poules seraient donc bien avisées de...

Jean-Marc Raynaud



L'Appel du 18 joints



Il commençait par : « Cigarettes, pastis, aspirine, café, gros rouge, calmants font partie de notre vie quotidienne. En revanche, un simple joint de cannabis (sous ses différentes formes : marijuana, haschich, kif, huile) peut vous conduire en prison ou chez un psychiatre. »

De quel texte s'agissait-il ? De « l'Appel du 18 joints » dont nous fêterons cette année le trentième anniversaire.

Depuis trente ans, le seul discours, c'est celui de la stigmatisation, la seule politique, c'est celle de la matraque. Plus d'un million de personnes interpellées, des millions d'années de peines de prison prononcées, des centaines de millions d'amendes requises, des centaines de milliers de personnes jetées en prison, une multitude de vies brisées pour quelques grammes de shit ou quelques pieds de beuh, des incompréhensions, des brouilles, des meurtres et des suicides... Tel est le triste bilan de trente ans de « guerre à la drogue ».

Depuis 1976, malgré quelques éclaircies, c'est le règne de la désinformation et de l'obscurantisme. Trente ans plus tard, nous subissons toujours un discours caricatural et alarmiste sur le cannabis et ses usagers... Un discours qui fait ricaner les ados et inquiète leurs parents.

Pourtant, depuis 1976, la plupart des rapports officiels soulignent la faible dangerosité du cannabis. Depuis 1976, des chercheurs, des médecins et surtout des patients ont découvert les vertus thérapeutiques de cette plante.

La prohibition a dynamisé le trafic, multiplié le nombre de consommateurs, enrichi les mafias. Pompier pyromane, elle a atteint le contraire de l'objectif qu'elle s'était fixé. Par ailleurs, toutes les enquêtes le démontrent, la répression n'influe pas sur la consommation.

Les dernières propositions du gouvernement actuel de punir le simple usage d'une amende de cinquième catégorie (1 500 euros), assortis pour les récidivistes de peines complémentaires comme la saisie du portable ou du scooter, s'apparentent à un racket. Elles sont non seulement fantaisistes, mais inacceptables.

Comme en 1976, nous sommes « des milliers et des milliers de personnes » à apprécier les effets du cannabis. Nous sommes aussi de plus en plus nombreux à en cultiver pour notre usage personnel et celui de nos amis.

En 2006 tout comme en 1976, le CIRC invite celles et ceux qui en ont assez d'être considérés comme des hors-la-loi, marre de subir des discours grotesques et démagos, ras-le-bol d'être les complices indirects de trafiquants sans scrupule, à « déclarer publiquement avoir déjà fumé du cannabis en diverses occasions et avoir, éventuellement, l'intention de récidiver.

Nous considérons comme inadmissible toute forme de répression individuelle, soumise à l'arbitraire policier, et entendons soutenir activement tous ceux qui en seraient victimes ».

Comme en 1976, nous tenons évidemment à préciser que « ce texte n'est pas un appel à la consommation, il vise seulement à mettre fin à une situation absurde».

Collectif d'informations et de recherche cannabique

Quand l'autruche éternue...

Ta mère

« Je veux savoir qui m'a mis là-dedans, pourquoi on m'a mis là-dedans, et comment on m'a mis là-dedans. » Sarkozy, à propos de Clearstream.

Qui ? Ta mère. Pourquoi ? Pour te laver le cul. Comment ? En te faisant croire que dans la baignoire t'attendait le titre de maître du monde.

Un diagnostic de droite

« Sur certaines questions, le centre a des idées qui enrichissent la gauche. » Kouchner.

Mais quand, sur d'autres questions, le centre se laisse enrichir les idées par la pire des droites, ça ne trouble pas le brave docteur. Décidément, il se confirme que Kouchner se prépare au poste de ministre de l'Intérieur, sous Sarkozy 1er.

Fayotage

« L'affaire Clearstream est d'une simplicité absolue. » Sarkozy.

À l'école, c'était pareil : le petit Nagy Bocsa croyait toujours avoir compris avant tout le monde. Fayot premier, on imagine que dans la cour de récréation il ne devait pas avoir la vie facile. Depuis, rien n'a changé, si ce n'est la taille de la cour. Et les ambitions du fayot.

Pionnier

« J'étais prêt à voter la censure tout seul. Le propre des pionniers, c'est d'être un peu seul au début. » Bayrou.

Et le bougre sait de quoi il parle : ça fait trente ans qu'il est pionnier.

Diversité

« Nous allons tenir notre engagement de présenter une trentaine de candidats de la diversité. » Le Roux, responsable des élections au PS.

Comme ça sera pas facile de trouver autant de Noirs et d'Arabes au PS, on fera comme d'habitude, on tapera dans les officines : SOS Racisme, Ni Putes ni Soumises...

Bizness

« Le climat des affaires atteint son meilleur niveau depuis 2001. » De Villepin.

Sans blague... Pendant les affaires, les affaires continuent ?

Coucher ou pas ?

« On ne peut vouloir proposer une nouvelle espérance pour le pays et se coucher dès que surgit une difficulté. » Hervé Morin, UDF.

« Nouvelle espérance », ça pue le cureton à plein pif. Slogan pour la campagne de Bayrou en 2007 : « Entrez dans l'espérance » ? Par ailleurs, pour ce qui est de se coucher, ça ne devrait pas trop poser de problèmes à l'UDF. Elle a, en la matière, une longue expérience.

Dehors !

« Les Français ne comprendraient pas que je parte. » De Villepin.

Mais si mais si, t'inquiète, on comprendra très bien...

Frédo Ladrisse

(petites phrases piquées dans *Libé*, *le Parisien*, ou entendues sur France Info)

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Médiathèque en grève

L'équipe de la médiathèque de Noisy-le-Grand (93) a dénoncé des manipulations, l'utilisation abusive des évaluations, des mutations internes qui déstabilisent les agents. Face au comportement managérial

de la direction, l'équipe, soutenue par la CGT et FO, a décidé de se mettre en grève le samedi 20 mai dans l'après-midi, dans l'attente d'un rendez-vous avec le maire.

Expulsion ratée

Mariam Sylla et ses deux enfants Mohamed (5 ans et demi) et Aïssata (3 ans) ont été expulsés de France, direction le Mali, le samedi 13 mai. Le préfet et le cabinet du ministre ont délibérément ignoré la circulaire ministérielle suspendant jusqu'à la fin de l'année scolaire la reconduite des enfants scolarisés et de leurs parents. Deux jours plus tard, la préfecture du Loiret reconnaissait son erreur. Sarkozy, en visite à ce moment au Mali, tira profit de la douloureuse épreuve de cette famille pour prouver qu'il avait du cœur. Il ordonna que les trois expulsés soient reconduits... En France.

Grève dans le nettoyage

Les salariés de S.A. Challancin, entreprise chargée du nettoyage de la gare RER C de Juvisy, ont voulu se réunir vendredi 12 mai pour lister les irrégularités constatées sur leur fiche de paye. En effet, en reprenant le chantier alors que la loi les oblige à maintenir les salaires, les congés et autres acquis, la SA Challancin commet de nombreuses omissions, « oublis » et autres nivellements par le bas. Avant l'heure de réunion, des « gros bras » et deux cadres de Challancin se trouvent dans leur vestiaire. Les « gros bras » provoquent, insultent (à caractère raciste) l'ensemble des personnes chargées de l'entretien. L'équipe de Juvisy est en grève depuis lundi 15 mai et manifeste dans la gare RER. Venez les soutenir à la Gare RER C de Juvisy - pour les plus vaillants à partir de 6 heures du matin.

Les immigrés trinquent à travers le monde

6 000 soldats seront déployés à la frontière mexicaine pour « lutter contre l'immigration illégale ». Bush a montré une grande fermeté envers les clandestins potentiels et déclare « chercher des solutions pour ceux d'entre eux qui participent depuis de longues années à la vie économique américaine, afin de maintenir l'idée de melting-pot américain ». Il a immédiatement marqué des points, à droite du parti républicain, et espère ainsi faire mieux passer la pilule de leur régularisation. France / États-Unis, égalité : un point partout !

Privilège pour industriels

Lundi 15 mai, se réunissaient autour de

François Loos, ministre délégué à l'Industrie, les grosses entreprises consommatrices d'électricité (Arkema, Air Liquide, Arcelor,). Ces dernières ont obtenu le privilège d'un agrément fiscal face au fort coût de l'électricité pour les grandes entreprises, en menaçant de délocaliser. Les privilèges ont ils vraiment été abolis ? Bien sûr que non...

Le maire incendiaire vaguement condamné

Le maire UMP d'Ensisheim (Haut-Rhin) a incendié 14 caravanes de Roms en janvier 2006, sous prétexte « d'insalubrité » et, prétendument « sous la pression de la population », qui d'ailleurs, ne s'en était jamais plainte. Il a été condamné à 6 mois de prison avec sursis et 5 000 euros d'amende par le tribunal de Strasbourg. Les 4 employés municipaux, ses complices, ont carrément été relaxés. Pas cher payé pour un nettoyage « ethnique », mais on en connaît d'autres qui n'ont même jamais eu l'occasion d'être jugés !

Ici c'est un hôpital public, allez voir ailleurs !

Le 21 avril 2006, un jeune homme se rend aux urgences de l'hôpital public à Neuilly, suite à une exposition lors d'un rapport sexuel non protégé, afin de bénéficier d'un traitement d'urgence. Il n'est ni reçu ni écouté : on le dirige sur Bichat. Bien que motorisé, il a un mal fou à le trouver. Un militant d'Act-Up le guide par téléphone. Et s'il n'avait pas eu de véhicule ? Depuis quand un hôpital public refuse l'accueil et la prise en charge d'une personne, faisant une telle démarche et qui plus est, se trouve dans un état d'anxiété majeur ?

Salariés en grève de la faim

Depuis le 2 mai 2006, trois salariés de Esterra (prestataire de service pour la collecte des ordures ménagères de la communauté urbaine de Lille contrôlée par Veolia Environnement (ex Vivendi) et le groupe Sita (Suez Lyonnaise DES Eaux)) sont en grève de la faim. Deux d'entre eux ont été licenciés pour faute grave, l'un pour avoir perdu les clefs d´un véhicule de service, l'autre pour avoir usé de son droit d´expression envers son chef. Le troisième s´est joint à eux pour revendiquer leur réintégration, l´arrêt de la diminution des effectifs, l´amélioration des conditions de travail, la fin de la répression syndicale, l´insertion d´une clause sociale sur l´emploi et les conditions de travail dans l´appel d´offre de la communauté urbaine de Lille.

Les gays sont des « terroristes intellectuels »

Sur Europe 1, le député UMP Christian Vanneste, pourtant condamné à Lille pour ses propos homophobes en a rajoute : « Ce qui permet à une société de se perpétuer et d'exercer une solidarité, c'est la famille. L'église catholique est très claire sur cette question : bien évidemment elle condamne les comportements homosexuels, objectivement désordonnés. Je suis tout à fait hostile au mouvement homosexuel qui est intellectuellement terroriste ». No comments.

Le PS tendance OAS

En 1973, Georges Frêche, l'actuel président de la région Languedoc-Roussillon, tenta de faire secrètement alliance avec le F-haine local. Depuis, son engagment en faveur de l'Algérie francaise ne s'est jamais démenti, jusqu'à prendre sur sa liste des anciens de l'OAS, et à tenir régulièrement des propos insoutenables. Sanction: il vient d'être suspendu pour une durée de deux ans de toutes fonctions au sein du PS ... Dur!

TOTAL coupable

Jean-Pierre Levaray

Il aura fallu attendre près de cinq ans, pour connaître les conclusions des experts judiciaires sur la catastrophe d'AZF, à Toulouse, le 21 septembre 2001. Rappelons-le, l'explosion d'AZF a été la catastrophe chimique la plus meurtrière en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale, entraînant trente morts, au moins 9 000 blessés, près d'un quart de la ville de Toulouse touchée et 15 milliards de francs de dégâts.

Aujourd'hui, l'expertise est formelle : l'explosion est d'origine accidentelle et chimique. Il s'agit d'un tas de 500 kg de NAI (nitrate industriel) auxquels auraient été ajoutés par erreur quelques kilos de DCCNa (produit chloré) provenant d'un sac éventré. Ce mélange aurait été ensuite déversé sur le tas de nitrate, et la mise en contact des deux composants aurait permis la formation d'un explosif primaire.

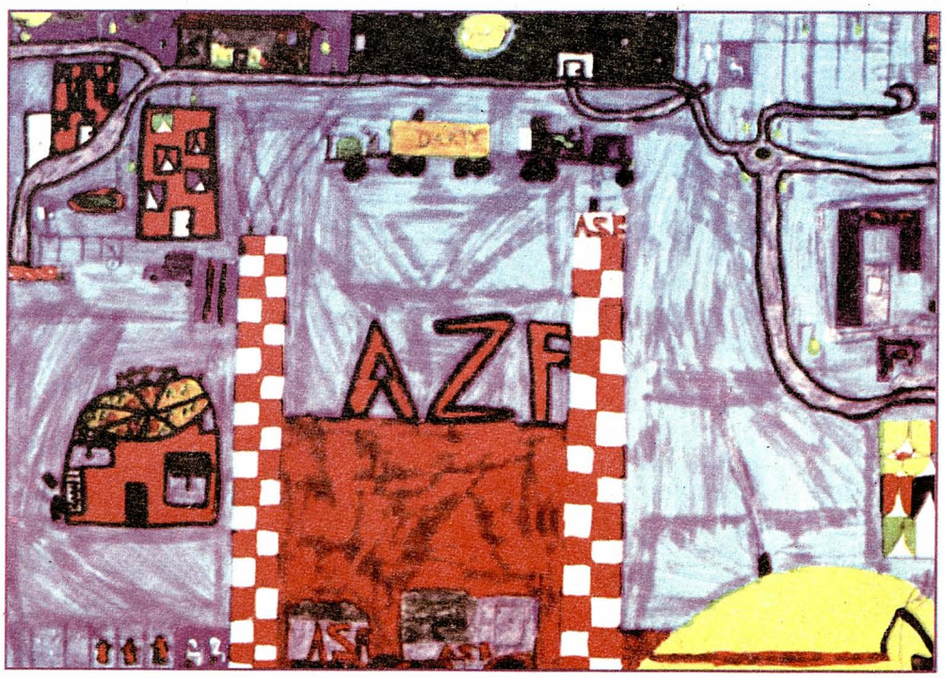
Ce rapport, qui aura nécessité six heures de présentation à huis clos, n'apporte rien de nouveau, puisqu'on savait tout ce qui a été annoncé dès 2002. Certains syndicats du groupe Total avaient déjà dénoncé les manquements à la sécurité sur les sites de chimie industrielle, et le rapport de la direction du travail avait lui aussi mis en lumière le manque de formation et les lacunes dans les procédures de sécurité. Cette fois, les vingt experts, en pointant du doigt l'accident de nature chimique, soulignent le « défaut de management et de gestion » au sein de l'entreprise AZF-Grande-Paroisse, filiale engrais de Total.

Il aura fallu attendre tout ce temps parce que de nombreuses fausses pistes ont été proposées, par l'entourage plus ou moins avoué de Total, notamment par le très réactionnaire avocat Me Soulez-Larivière, et par quelques journalistes du *Figaro* ou de *Valeurs actuelles*. On aura eu le droit à des thèses « complotistes » du genre : piste d'un attentat islamiste, ou présence d'hélicoptères au-dessus de l'usine avant l'explosion. On aura eu aussi les pistes du genre « C'est pas moi, c'est l'autre » : une explosion à l'usine SNPE, une fuite de gaz, un obus sous le hangar, etc., et tout un tas d'autres « explications » plus ou moins extravagantes.

En fait, Total a voulu jouer la montre, retarder au maximum les résultats, sans doute histoire que le temps efface les mémoires et que les crispations aient disparu. Encore aujourd'hui, Total ne reconnaît pas ces conclusions et demande de nouvelles expertises, pour retarder encore les échéances. Il faut dire que les sommes en jeu sont énormes et qu'un groupe en « plein essor boursier » n'a pas trop envie de se faire remarquer, les actionnaires n'apprécieraient pas. Pourtant, a priori, l'affaire devrait passer devant les tribunaux en 2007.

Reste que, pour l'instant, ne sont impliqués que les lampistes qui sont mis en examen « pour homicide et blessures involontaires par négligence, imprudence ou manquement aux obligations de sécurité ». Si le directeur est inculpé, c'est compréhensible, il est payé pour supporter la responsabilité, mais il y a le manutentionnaire qui a déversé par erreur le produit. Et là, ce n'est évidemment pas de sa faute, quand on sait ce qu'il en est de l'utilisation d'intérimaires, qui n'ont pas le temps d'être formés, qui sont transbahutés d'une usine sur l'autre, qu'on force à faire des heures, qui font le travail que d'autres ne veulent plus faire, etc. S'attaquer à cette personne, c'est grave, d'autant qu'il a lui aussi été victime de cette catastrophe.

On le sait, c'est dénoncé régulièrement, ce qu'il en est des conditions de travail dans l'industrie et leur détérioration. Toute l'industrie chimique a connu son heure de gloire dans les années 1960. Faute d'investissements dignes de ce nom, les usines encore en activité aujourd'hui sont en mauvais état. D'autre part, par souci de rentabilité le personnel a été, partout, fortement réduit, laissant place soit à



l'informatisation soit à de l'intérim en pagaille.

Enfin, on s'est habitué aux produits chimiques, tout le monde vit avec, et on a tous oublié que mélanger des produits ce n'est jamais neutre. Le nitrate d'ammonium qui a explosé à Toulouse se présente comme des petits graviers inoffensifs. Pourtant, si on sait que ce nitrate pollue particulièrement les nappes phréatiques, pour cause de surconsommation par les agriculteurs-céréaliers, on a vite oublié les catastrophes qui ont déjà eu lieu par le passé et à travers le monde avec ce produit. D'autant que, ça n'a été dit nulle part, mais si Total et les médias ne parlent de ce produit que comme engrais, il faut savoir que le nitrate d'ammonium industriel sert aussi à la fabrication... d'explosifs (si, si). Comme quoi, il y avait bien des risques.

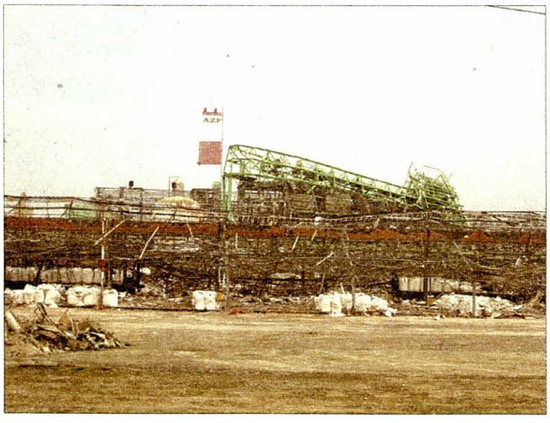
Enfin, cette catastrophe aura eu le mérite de montrer que la chimie reste une industrie dangereuse et que, même si on en a besoin dans notre vie quotidienne, les risques sont là.

Depuis septembre 2001, de nombreuses réglementations ont été appliquées pour renforcer la sécurité, pour abaisser les tailles des stockages, etc. Les industriels font avec, jouent avec les mises en demeure et les applications, stockent sur les rails plutôt que dans des hangars, mais les choses changent.

Surtout, l'accident de Toulouse a accéléré les choses. C'est-à-dire que la chimie étant vieillissante, et que de nouveaux produits plus rentables arrivant sur le marché, tous les groupes industriels ont accéléré le mouvement de désengagement en Europe : les usines ferment, les réaffectations de marchés se multiplient, les accords entre multinationales font que le « marché » continue à être très rentable mais que tout se fait ailleurs, à moindre coût et sans contrainte écologique forte.

Aujourd'hui, Rhodia, Kemira, Total restructurent encore plus rapidement, se « centrent sur leur cœur de métier », comme ils disent. Total, par exemple, vient de se séparer de toute sa filiale chimie (devenue Arkhéma), et vient d'annoncer la fermeture de quatre sites sur sept, de son groupe Grande-Paroisse.

Le procès d'AZF-Toulouse ne mettra sans doute pas en avant cet aspect de la catastrophe, alors que s'en est la cause principale. **J.-P. L.**



Acheter du sexe n'est pas un sport

Dites non à la prostitution des femmes pendant la Coupe du monde de football

Du 9 juin au 9 juillet 2006, douze villes allemandes accueilleront la Coupe du monde de football. 36 millions de spectateurs environ – majoritairement des hommes – sont attendus et on estime à 40 000 le nombre de femmes « importées » d'Europe centrale et d'Europe de l'Est vers l'Allemagne pour les « servir sexuellement ».

L'Allemagne a légalisé le proxénétisme et l'industrie du sexe en 2002. Pourtant, les quartiers réservés ne pourront contenir les milliers de touristes sportifs-sexuels prévus. En prévision de cet afflux, l'industrie du sexe allemande a érigé un gigantesque complexe prostitutionnel en prévision du « boom commercial » durant la Coupe du monde.

« Le football et le sexe vont de pair », déclare l'avocat du nouveau mégabordel de 3 000 m², pouvant accueillir 650 clients masculins, construit à côté du principal stade de la Coupe du monde à Berlin. Sur des zones clôturées de la taille d'un terrain de football, on a construit des « cabanes du sexe » ressemblant à des toilettes appelées « cabines de prestation ». Capotes, douches et parking sont à la disposition des acheteurs avec un souci particulier de protéger leur « anonymat ».

Nous, personnes individuelles et organisations concernées, déclarons que :

– Acheter du sexe n'est pas un sport. C'est une exploitation sexuelle qui porte physiquement et psychologiquement atteinte aux femmes, et qui considère leur corps comme une marchandise pouvant être achetée et vendue ;

– Traiter le corps des femmes comme une marchandise viole les standards internationaux du sport qui promeuvent l'égalité, le respect mutuel et la non-discrimination. Le président de la FIFA, J.-F. Blatt, reconnaît « le rôle prépondérant du sport et notamment du football comme porteur de messages clairs contre les fléaux qui rongent la société du monde entier ». Comment la Coupe du monde de football contribuera-t-elle à éradiquer le fléau de la traite et de l'exploitation sexuelle ?

– Les hommes d'honneur n'achètent pas du sexe car ils respectent la dignité et l'intégrité de l'être humain ;

– Non à l'organisation de la prostitution durant la Coupe de monde de football ;

– Les 32 pays participant à la Coupe du monde de football, qui ont ratifié les conventions et/ou protocoles contre la prostitution et la traite s'opposent à la promotion de la prostitution par l'Allemagne et dissocient publiquement leur équipe de l'industrie de la prostitution ;

– Les membres des équipes de football rendent publique leur opposition à l'exploitation sexuelle des femmes ;

– Le comité FIFA et son président remplissent leurs devoirs de responsabilité sociale, en s'opposant au lien établi entre le football et le commerce du sexe. Nous leur demandons de protester contre l'exploitation sexuelle des femmes auprès du gouvernement allemand et de sa chancelière Angela Merkel, auprès de la Fédération allemande de football et de son président Gerhard Mayer-Vorfelder.

– Les personnes individuelles et organisations concernées se joignent à cette action en signant cette déclaration de protestation contre la promotion publique de la traite et de la prostitution des femmes.

La Coalition internationale contre la traite des femmes – CATW – lance une pétition internationale contre l'organisation de la prostitution à l'occasion de la Coupe du monde de football en juin et juillet 2006. La Marche mondiale des femmes s'associe à cette campagne.

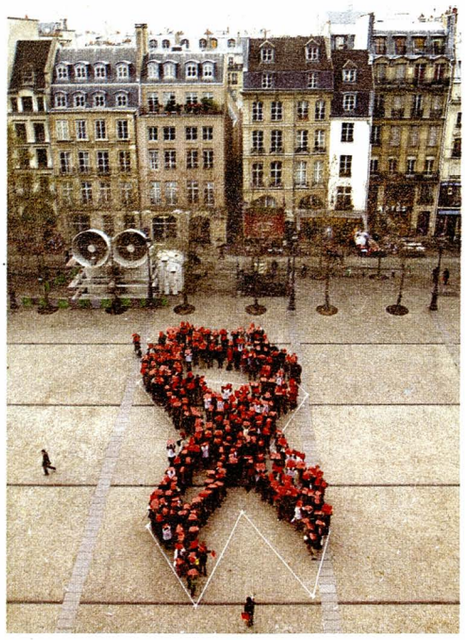
Femmes, sexualité et sida

Contre l'invisibilité

Patrick Schindler

Les premiers états généraux « Femmes et sida », fruit d'un travail interassociatif, se sont déroulés le 8 mars 2004, contre l'invisibilité conduisant à la négation d'une réalité, face à l'absence de réponses spécifiques. Leur objectif était de faire cesser cette invisibilité des femmes sur le sujet, comme s'il était impensable qu'elles « puissent être séropositives, ou inconvenant qu'elles aient une sexualité, ou encore, soient usagères de drogues ». En mai 2006, les cinq associations organisatrices ont décidé de mettre en ligne, sur leurs sites respectifs, une retranscription des actes réalisés au cours des différents ateliers. Nous n'avons pas prétention, ici, de parler au nom des femmes séropositives et des militantes féministes de leurs vécus. Trop riches, précis ou intimes, ils leur appartiennent. Notre unique objectif est de rendre compte d'une histoire croisée entre associations d'affinités différentes autour d'une lutte commune.

Patrick Schindler
milite au groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org
et à Act-Up Paris.



LE MOUVEMENT DU PLANNING FAMILIAL, confronté depuis des années à la question des femmes, de leur sexualité, fut à l'origine d'une démarche vers les associations de lutte contre le sida, afin de « partager cette préoccupation » sous l'éclairage de leurs différents angles d'approche. L'épidémie s'étant féminisée dans tous les pays du monde, elle a peu à peu exigé une mobilisation sur la question essentielle de la place des femmes dans la société, sans occulter pour autant le contexte spécifique de chaque pays, qu'il soit privilégié ou non, au niveau de la qualité et de la disponibilité des soins. La nécessité de l'accessibilité du préservatif féminin a servi de base de départ, afin de constater l'inégalité d'accès à la prévention entre les hommes et les femmes. La journée internationale du droit des femmes fut l'occasion de faire émerger leurs revendications pour construire d'autres relations entre les deux sexes, sortir des modèles d'oppression dont elles sont victimes, afin que l'économie ne les condamne ni à la survie ni au rôle de victimes. Elles ont pris la parole (par ordre alphabétique) et se sont exprimées en tant qu'expertes de leur maladie et de leur vie.

Act-Up solidaire de toutes les victimes du virus

L'association activiste, à la base issue de la communauté homosexuelle, s'est peu à peu posée en exemple, en ce qui concerne la spécificité de la maladie, déclinée au féminin : les femmes et les trans, comme les grandes oubliées de la prévention. Elles furent négligées par les campagnes de dépistage et exclues de la recherche médicale pendant vingt ans d'épidémie. La commission femmes d'Act-Up a donc souhaité, avant tout, changer le regard des autres sur les femmes séropositives. Lorsque l'une d'elles arrive à l'association, après être souvent restée cachée sans oser parler de la maladie, la commission est un lieu d'ouverture et de lutte, pour une véritable écoute et une politique de prévention, comme, par exemple, la diffusion du préservatif féminin à un prix abordable. La commission se bat, également, pour que leurs spécificités soient enfin prises en compte et afin que les médecins acceptent de reconnaître qu'un corps de femme et celui d'un homme ne réagissent pas de la même façon, face à la maladie. Ignorées par la recherche, qui les

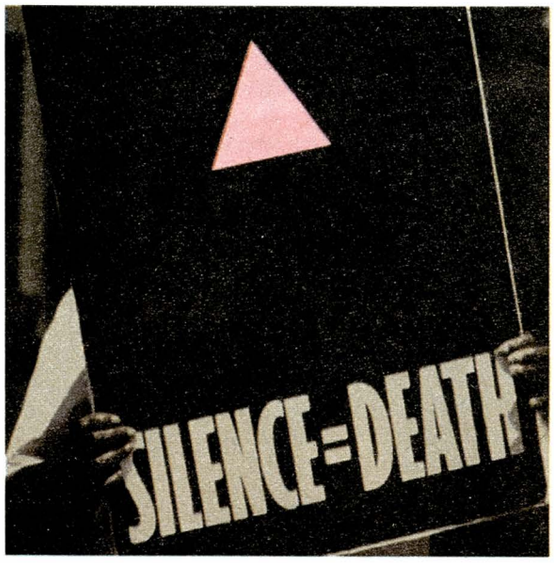
envisage uniquement sous le statut de mères, elles veulent occuper une véritable place dans les essais thérapeutiques, en tant que femmes et pas seulement pour régler les problèmes qui pourraient survenir en cas de grossesse !

Aides qui aide les femmes

Les femmes ont toujours été présentes à Aides, en tant que mères, sœurs, amies, conjointes de séropositifs ou tout simplement militantes. À la fin des années 1980, elles se sont impliquées en France, dans les premiers groupes de paroles de femmes séropositives et dans les groupes parents-enfants. Elles ont donné, entre autres, naissance à des ateliers sur le bien-être sexuel et l'estime de soi, des campagnes en direction du grand public, des actions de proximité, afin de faire connaître et rendre accessible le préservatif féminin, mais elles ont également créé des lieux de rencontres et d'échanges entre femmes. La revue *Remaides femmes* en a émergé, ainsi que des enquêtes de surveillance des médicaments, pour la prise en compte réelle des spécificités biologiques féminines. En Afrique, elles ont soutenu ou organisé des associations de femmes, au travers de jumelages, de partenariats et notamment en liaison avec les victimes de l'épidémie, dans les pays de l'Est européen.

Le Kiosque infos-sida informe et oriente les femmes

Il s'agit de la seule vitrine dédiée au femmes face au VIH-sida dans Paris et la région parisienne. Sur 100 m², elle est conçue en espace ouvert, afin de répondre au mieux aux questions des femmes concernant les prise de risques : VIH, sida, IST, hépatites, contraception, toxicomanie et dépendances. Le kiosque propose, gratuitement, des préservatifs féminins et se mobilise, depuis des années, en direction des femmes. Il publie et met à disposition brochures, outils d'information, pétitions, vidéos et interventions auprès des différentes structures d'accueil.



Le Mouvement du planning familial face à la problématique du sida

La spécificité de l'implication du mouvement dans la lutte des femmes contre le sida est de l'inscrire dans une approche globale de la santé, de l'éducation sexuelle, au même titre que la contraception et l'IVG. L'évolution et la propagation de la maladie a amené le mouvement à faire de ce problème de santé publique l'une de ses préoccupations principales, dans ses centres de planification agréés de dépistage, à travers ses animations dans les établissements scolaires et auprès de groupes de femmes en difficulté de prévention. Le Planning est devenu un des acteurs de la lutte des femmes contre le virus, considérant qu'elles sont marginalisées et insuffisamment prises en charge, écoutées et accompagnées dans leur vécu de la séropositivité, de la maternité et de la maladie. Pour le mouvement, le VIH accuse et renforce les inégalités entre les hommes et les femmes dans la société, il convient donc de « lutter pour les droits des femmes contre toute discrimination, exclusion et de fixer comme objectif que chacun puisse vivre sa sexualité librement, tout en développant les notions de responsabilité de respect de l'autre ».

Sida Info Service sur la question des femmes

Face à l'évolution de l'épidémie, l'écoute de la parole des femmes a engagé l'association à considérer plus spécifiquement leurs questions et à évaluer leur situation et leurs besoins quand elles sont confrontées au VIH. Dans cette perspective, un premier travail de recherche a été mené, en collaboration avec des professionnels spécialisés dans la prise en charge des femmes enceintes séropositives. En effet, aujourd'hui, les chiffres n'interrogent plus seulement les populations ou conduites à risques, mais celles parfois cumulées qui rendent les femmes encore plus vulnérables. Ces problématiques entendues sur les lignes d'écoute de l'association confirment son engagement dans une identification et prise en compte, pour adapter les réponses et s'inscrire de façon active dans des communications et actions ciblées en direction de ce public, tout particulièrement.

Coordonnées :

Act Up Paris : 01 48 06 13 89, actupparis.org

Aides : 08 20 16 01 20, aides@aides.org

Kiosque et Sida Info Service :
01 44 93 16 16
sis@sida-info-service.org

Planning familial :
01 48 07 29 10
mfpf@planning-familial.org

Vatican

Des messies pour des lanternes

L'image de Grand Inquisiteur n'a pas fini de coller à la soutane de Benoît XVI. Ce 13 mai, le pape a une nouvelle fois dénoncé les unions civiles, citant explicitement les unions homosexuelles.

Ratzinger a fait l'éloge de la famille fondée sur le mariage de l'homme avec la femme, « un pilier de la société [...] pour lequel tous les États doivent avoir le maximum de considération ». Benoît XVI présente donc de nouveau l'union hétérosexuelle comme indépassable ; et essaye d'influencer l'État laïc pour réduire l'autonomie des individus.

Ceux qui ont cru Ratzinger lorsqu'il affirmait dans sa première encyclique « Deus est caritas » que l'Église doit rejeter le prosélytisme ont pris des messies pour des lanternes.

L'encyclique maintenait de légères ambiguïtés sur les relations Église-État, en déclarant par exemple que « les deux sphères sont distinctes mais toujours en relation de réciprocité » ou encore que l'Église « veut servir la formation des consciences dans le domaine politique ». Le doute est désormais levé : le pape veut clairement intervenir dans les affaires publiques. Ce 13 mai, il a ainsi appelé « les hommes politiques et les législateurs à préserver les droits de la famille ».

Dans la foulée, le souverain pontife a également déclaré : « Parfois, on veut même trouver une nouvelle définition du mariage pour légaliser les unions homosexuelles et leur attribuer aussi le droit d'adopter des enfants », comme c'est désormais possible en Belgique.

Aujourd'hui comme hier, en latin comme en baskets, l'Église opprime et cherche à imposer sa conception figée de la vie sexuelle ou sentimentale à d'autres groupes que celui de ses ouailles. Pour étendre son influence, elle s'immisce dans la législation et tente dès lors de transformer les États en alliés, autant dire en adversaires pour nous. Reprenons nos affaires en main, si l'on ose dire.

Hertje
groupe Ici et Maintenant, Bruxelles

Source : *la Libre Belgique* du mai 2006.

Voile, excision et circoncision

La laïcité contre l'enfant

« Lorsqu'on montre la lune du doigt, l'imbécile regarde le doigt », dit le proverbe. Appliqué aux logiques d'oppression, on pourrait dire : « Lorsqu'on montre un oppresseur brandissant un bâton, le hâtif regarde le bâton. »

Léa Gallopavo

EN MATIÈRE DE VOILE, le filtre de la religion – voire d'une seule – et l'empressement à lui opposer celui de la laïcité, procède d'un dévoiement du regard vers le bâton, et non vers de l'oppresseur et empêche de déconstruire son rapport à l'opprimé. Du coup, qui s'y laisse piéger risque de se retrouver du côté de l'oppresseur.

Prenons le voile ! Est-ce un signe religieux ou un outil d'oppression de la femme ? À suivre le premier choix, on s'enferre dans les croix, étoiles de David, mains de Fatima, kippa ou autre signe que nous décodons plus ou moins selon la proximité culturelle. Un apport pertinent fut donc celui des féministes qui ont su décrire, derrière la forme religieuse, une oppression sur la personne, en relation avec d'autres formes d'oppression sexiste. Ceci donne un sens à être contre le voile, mais en ne voyant dans la fille qu'une femme en réduction, on peut passer à côté des particularités du rapport à l'enfant en tant que tel. Car ce n'est pas un hasard si la question du voile a trouvé une expression publique principalement à l'école.

Du coup, une laïcité qui interdit d'école l'enfant voilée agit sur l'effet et non sur la cause, et on se sert de l'enfant pour espérer coincer le parent entre l'interdiction du voile à l'école et l'obligation de scolarisation jusqu'à 16 ans. C'est viser le rapport d'autorité parent-enfant, mais de manière indirecte, en laissant l'enfant seule, instrument des adultes. Au final, c'est punir la victime d'être une victime. Pour forcer le trait de manière provocatrice, ce serait comme condamner le viol par rapport à la sécurité dans les rues, en l'interdisant dans les lieux publics, avec force sourcils froncés, sans s'interroger sur les mécanismes psychiques, voire psychanalytiques (donc relevant de la « sphère privée ») qui conduisent des individus à ce déni de l'autre et d'eux-mêmes, y compris dans des lieux privés...

Si l'on identifie un instrument d'oppression, c'est là où il se met en place qu'il faut le traquer, même dans la « sphère privée ». Pour élargir le propos et souligner la dimension essentielle du rapport à l'enfant, faisons un parallèle entre le voile et deux pratiques religio-socialo-culturo-oppressives : l'excision et la circoncision.

Bas les masques !

Il est étonnant de voir que l'attitude générale vis-à-vis des trois pratiques oppressives varie du tout au tout. À un bout de l'échelle de valeur, l'excision, très majoritairement condamnée sous nos contrées (et punie par la loi). À l'autre bout, la circoncision, très majoritairement admise (y compris par la loi). Au milieu, le voile, qui fait débat. Pourquoi cette disparité ?

Le premier masque est celui de la religion. La circoncision est intimement associée à la

Léa Gallopavo milite au groupe Louise-Michel de la FA.

religion juive, monothéisme de référence reconnu par les deux autres sévissant sous nos latitudes, et qui a su maquiller ses préceptes de considérations sanitaires (évidemment supercheries). Ainsi parée, la circoncision n'est même pas questionnée. Le voile bénéficie de cette protection religieuse mais reste lié à la religion socialement diabolisée chez nous par quelques fauteurs de troubles.[1] Quant à l'excision, elle nous apparaît plus culturelle que religieuse, et associée à des peuples connus via le colonialisme. Sans tabou religieux protecteur et « barbare » par essence, l'excision est dénonçable sans risque.

Le second masque est celui de la souffrance. L'excision est condamnée aussi parce qu'elle est perçue par tous comme une agression et une souffrance, tant physique que psychique (dans la représentation de son corps et de ses qualités). Le voile est déconstruit par les féministes comme un instrument d'oppression psychologique, mais l'absence de souffrance physique amoindrit sa force répulsive, et c'est une cause au fait qu'il reste en débat. Mais selon ce critère, le plus étonnant est que la circoncision ne soit pas perçue comme souffrance, ni physique ni psychique.

Le troisième masque, lié au second, est la qualité de notre être atteinte par l'acte. Pour l'excision, au-delà de l'intégrité physique, c'est la capacité même de jouissance, la plus intime. Il y a en outre une telle cohérence entre la partie du corps irréversiblement martyrisée, l'intention portée par l'acte et le contexte socio-culturel, que chacun est immédiatement impressionné, même les hommes. Le voile, lui, n'est perçu comme affectant une qualité de soi-même que par les féministes, et principalement dans la relation sociale. Quant à la circoncision, il est de nouveau étonnant qu'elle n'inspire pas la répulsion alors qu'elle s'exerce sur le sexe. Il est vrai que le sens religieux associé n'inscrit pas l'atteinte à l'intégrité physique dans une oppression discriminante, mais dans la soumission qui unit tout le groupe : celle à Dieu.

Le quatrième masque est celui de la construction du genre. L'excision et le voile participent de la construction du genre féminin, qui est « faible » car associé à la versatilité des émotions. La sensibilité à la souffrance, l'introspection psychologique, etc., apparaissent donc normales dans la vision sociale que l'on s'en fait. À l'inverse, le genre masculin est celui de la raison, de la force et de l'action, qui font surmonter (en les niant!) émotions et sentiments. Le rapport à la souffrance, l'intégrité physique, la qualité de soi susceptible d'être atteinte, sont donc niées, par « devoir » masculin.

Si chacun de ces masques explique un bout du tout, il reste que c'est une perception d'adulte, qui peut être plaquée à l'adolescence, âge de l'excision comme du voile, mais qui est parfaitement inapte à rendre compte de ce qui se joue dans la psychologie du bébé qui subit la circoncision.

Le déni de l'enfant comme critère de notre perception sociale

Sous l'angle du rapport de l'adulte à l'enfant, l'on perçoit en effet un critère structurant. La fille qui subit l'excision (les associations qui sont sur ce terrain parlent de 60 000 excisées en France!), ou celle à qui on commande de porter désormais le voile, sont des enfants avec les prémisses des attributs d'adulte (c'est même pour cela qu'elles se voient infliger les marques les plus violentes de leur genre). Elles ont une capacité raisonnée de compréhension, y compris à voir et nommer l'injustice. Même si les instruments de résignation et d'obéissance ont pu être intériorisés par la gamine jusqu'à revendiquer la servitude (pour le voile en tout cas), c'est précisément que son développement psychologique est avancé. Vécues comme normales ou injustes, c'est en tout cas en pleine conscience de l'acte que les choses se font.

D'où, du côté de l'oppresseur, ces discours logiques de la religion, de la culture, du genre, etc., dans lesquels beaucoup se fourvoient (y compris dans le camp des anti). D'où, aussi, pour celles et ceux qui soutiennent les gamines, une plus grande facilité à s'identifier à elles et à percevoir la violence, l'injustice et l'oppression que ces actes représentent.

Pour le bébé qui subit la circoncision, en revanche, sa psychologie n'a rien d'adulte. Il n'est même pas question d'injustice, ni de résignation, pas plus que de justifications religieuses ou culturelles. Il n'y a que sensations physiques, sentiments de sécurité ou d'insécurité et un besoin vital, au sens propre, de considérer ce que lui apportent ses parents comme de l'amour. Sinon il crève! Ce n'est

qu'une fois adulte, par travail de nature psychanalytique, que l'on peut percevoir la situation de maltraitance caractérisée, et la terreur dans laquelle est le bébé à ce moment.[2]

Ce chemin de connaissance étant peu emprunté (surtout dans un sens vraiment émancipateur), une majorité d'adultes ne se soucie même pas de qualifier la situation, et accepte sans le moindre débat ou analyse les justifications plaquées de la religion, de l'hygiène (à croire que tous les garçons des groupes pratiquant la circoncision seraient atteints sans exception de phimosis!), ou que sais-je encore.

Inefficacité de la laïcité et apport des luttes féministes

La question de ces pratiques posée en termes de maltraitance envers l'enfant, on voit bien à quel point la laïcité est sans réponse efficace, tout particulièrement lorsqu'elle brandit le critère des sphères publique et privée.

Prenons au contraire conscience des souffrances infligées à l'enfant dans l'intimité de chaque individu et des mécanismes culturels, éducatifs ou religieux qui transforment cette souffrance en normalité sociale. Puis dénonçons clairement toutes ces situations comme des maltraitances, interdites comme telles (si l'excision est déjà punie par la loi, ce n'est pas dans la perspective décrite ici; sinon, la circoncision le serait aussi).

À l'évocation de l'interdiction et de la loi, l'anarchiste hâtif tend à virer du noir au vert (de rage) ou au rouge (de colère), et c'est ici que l'on tirera bénéfice de certaines luttes féministes, notamment celles qui combattent la prostitution en y intégrant les clients. Selon l'expérience de celles engagées dans ces luttes, l'affirmation sociale, par la loi, que la prostitution est une violence faite aux prostituées et que les clients sont ceux qui exercent cette violence, permet de saper le discours rassurant sur le caractère équilibré de la relation (argent contre sexe, on est quitte!), et peut aider certains à prendre conscience de la vraie situation.

Selon le même schéma, en posant comme règle sociale claire, jusque dans l'ordre légal, que l'excision, le voile et la circoncision sont des maltraitances à l'enfant, on aide les adultes qui le font ou qui le tolèrent à prendre conscience de la situation véritable. En outre et surtout, on montre à la victime que ce qu'elle a subi, subit ou va subir n'est considéré comme normal que par le groupe social, qui apparaît alors de son côté et non de celui de l'agresseur.

Reste bien sûr qu'il ne s'agit pas, derrière la loi, de mettre la prison dont on sait qu'elle n'est elle-même que violence et destruction et qu'elle ne résout rien. Mais, ici encore, pourraient être transposés des outils mis en place par certaines législations pour les clients de la prostitution, comme des stages d'information et prise de conscience à l'issue desquels les taux de récidive chutent.

Et puis, déconstruire des croyances religieuses en montrant qu'elles sont assises sur la maltraitance de l'enfant est aussi un acte antireligieux plus efficace que de renvoyer les croyances à la sphère privée sans plus d'analyse. Car, déjà, si l'on fait échapper les bébés à la circoncision, je doute fort qu'à leur majorité civile, tous ces virils garçons courent se faire tailler la bite chez le rabbin. Celui-ci devra alors exiger de son Dieu un rituel plus respectueux pour marquer l'appartenance des ouailles. Or, un Dieu plus respectueux de l'humain y perd sa nature... et nous aurons gagné!

L. G.

---

1. Appel sémantique: le fauteur est celui qui profite et non celui qui est la cause. Dans l'expression « fauteur de troubles » la langue française désigne celui qui profite du trouble, mais le pandore obtus et le journaliste qui lui sert la soupe désignent celui qui cause un désordre, ce qui permet de punir le révolté en laissant intouchés les « profiteurs » des violences: industriels de la « sécurité » (le capitaliste), police et armée (l'État), et religions (les Églises) présentées comme aptes à canaliser la violence... vers des barbares qu'ils ne restent plus qu'à stigmatiser!

2. Il faut absolument lire, sur ces thèmes, les travaux de la psychanalyste Alice Miller: *le Drame de l'enfant doué* (PUF, 1983), *C'est pour ton bien* (Aubier, 1984), *l'Enfant sous terreur* (Aubier, 1986), *Images d'une enfance* (Aubier, 1987), *la Souffrance muette de l'enfant* (Aubier, 1990), *la Connaissance interdite* (Aubier, 1990), *Abattre le mur du silence* (Aubier, 1991), *l'Avenir du drame de l'enfant doué* (PUF, 1996), *Chemins de vie* (Flammarion, 1998).

Une histoire...

... de chapeaux

Le panama, le chapeau, vient de l'Ecuador. La paille, la toquilla, dont on fait ces superbes chapeaux blanc crème vient d'une plante (*carludovica palmata*) coupée à la machette dans la jungle avant qu'elle ne s'épanouisse. Dans la plante, des fibres ; un peu comme dans un artichaut. On les coupe, on les met à bouillir, on les sèche, on les remet à bouillir, on les resèche. Quelques centaines de plantes donnent un gros sac de fibres vendues sur le marché aux Indios qui vont tresser le chapeau. En gros, 35 cents de paille pour un chapeau, le double ou le triple pour un chapeau de grande qualité. Selon l'âge et la dextérité de la personne qui tresse, il faut de deux jours à une semaine pour tresser un chapeau normal, les meilleurs chapeaux exigeant jusqu'à trois mois de travail quotidien. Ceux-là ne laissent pas passer l'eau, peuvent être roulés dans un rond de serviette et ressortir intacts, durent toute une vie à condition d'être nettoyés et retapés une fois tous les deux ou trois ans.

Les chapeaux normaux, dont la qualité est déjà très haute, sont revendus de 65 à 80 cents aux premiers intermédiaires. Qui les revendent à des grossistes qui ajouteront les finitions. Et les revendront à de grosses compagnies étrangères, qui les revendront à des grands magasins. À l'arrivée, un véritable panama vaut, pour la qualité inférieure, 30 ou 40 euros. Les Montecristi finos, la Rolls du panama, commencent à 200, 300 euros jusqu'à...

Quelle merveille que le commerce international et la division du travail !

J'ai appris tout ceci dans le délicieux *The Panama Hat Trail*, de Tom Miller (Abacus), un voyage à la recherche du panama. La plus belle part du livre est la plus triste. L' ouvrage démontre amplement, s'il en était besoin, à quel point les Indios sont méprisés, exploités, brutalisés, enfoncés dans la misère. De temps en temps, cependant, une fête. 45 % de défoulement, 45 % de survivances païennes, 10 % de vernis catholique. Miller décrit la fiesta du Corpus Christi dans la ville de Pujili, au pied du volcan Cotoplaxi. D'abord une procession-parade. Énorme, un kilomètre et demi de long, une bonne centaine de groupes, clubs, écoles, villages, quartiers, etc. Ceci donne la masse des *danzantes*, les danseurs dont les costumes lentement créés pendant des mois et des mois sont faits, selon ce qu'a vu Miller, de plaques tirées de boîtes de bière, de bouts de miroir, de rubans, de découpages de paquets de cigarettes, le tout cousu à un tissu bordé de papier aluminium. Sur la tête, une tiare couverte de pièces de monnaie et de pacotille. On brille comme on peut.

Un *danzante* s'est décoré de plumes de faisan et de la photo d'un chien découpée dans un magazine, un autre avec une peau de lapin dans laquelle, à la place des yeux, clignotaient une guirlande électrique, un troisième avec un gros réveille-matin et des poupées Barbie. Autour des *danzantes*, les *diablillos*, des gamins avec des fouets, la tête cachée dans des bas ou dans des capuches, mimant qui ils voient passer, de préférence les Blancs, les « Espagnols », les puissants. Un groupe parodiait la police et les propriétaires donnant des ordres aux campesinos, un gamin avait mis un masque de gorille, au-dessus d'un uniforme militaire. Un homme seul marchait en homme-sandwich, son panneau réclamant de l'eau et de l'électricité. Et tout le monde de s'offrir mutuellement *chicha*, *aguardiente*, ou *una copa de ruina*, « une coupe de ruine » ! Sur un champ, érigé par des coopératives de quartier, une douzaine de mâts de cocagne, d'une dizaine de mètres de haut. En haut du mât, perpendiculairement, des cadres de bois, d'où pendent des merveilles ; des casseroles ! des fruits ! des bouteilles d'alcool ! un lapin ! un mouton ! oui, Cocagne.

Comme tout mât de cocagne qui se respecte, copieusement graissé. Et quelle drôlerie, les efforts des jeunes pour escalader ces mâts d'où pendent des trésors, de vrais trésors. Quand on n'a rien, une casserole, un mouton, ce n'est pas rien.

À la longue, les jeunes, par leurs efforts, enlèvent la graisse et ces merveilles feront le bonheur des familles. Un mât un peu plus haut que les autres, un peu mieux fourni, attire une dizaine de gamins, la graisse a presque disparu, leurs efforts vigoureux leur permettent d'arriver vers les cadres de bois. Ils font trembler le mât, le font pencher. Le font tomber. Deux morts.

Des casseroles ! Des fruits ! Des bouteilles d'alcool ! Un lapin ! Un mouton !

Nestor Potkine

Palestine-Israël

« Laissez le Hamas au pouvoir », exige un dirigeant israélien

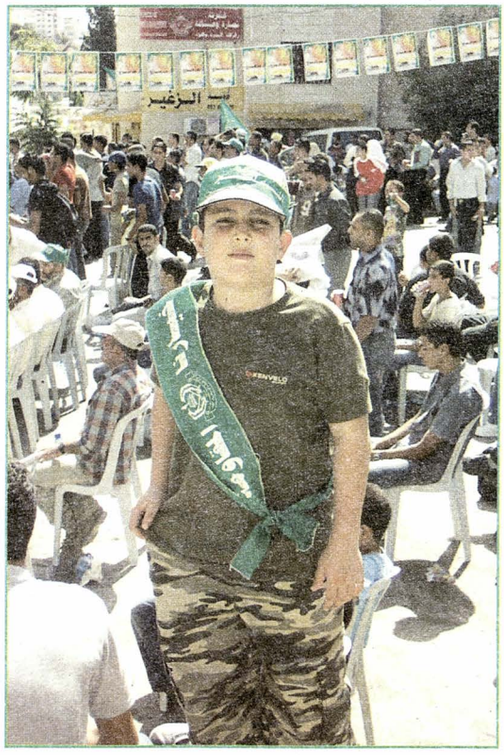
Nous présentons le compte rendu de deux interviews récentes dans lesquelles il est question du Hamas. Il ne faut évidemment pas en déduire que *le Monde libertaire* soutient cette organisation mais que le discours dominant sur la situation des territoires occupés après la victoire des islamistes n'est pas unanime, même chez des hommes politiques israéliens ayant eu des responsabilités au sein de l'État d'Israël.

Baher Kamal

« NOUS TENONS À METTRE EN GARDE contre toute tentative de renverser le gouvernement du Hamas », déclara Shlomo Ben-Ami, ex-ministre israélien.

Ben-Ami a été ministre de la Sécurité publique, puis ministre des Affaires étrangères et joua un rôle clé lors du sommet de Camp David en juillet 2000.[1] Ces discussions eurent lieu entre Bill Clinton, Yasser Arafat et l'ancien Premier ministre israélien Ehud Barak.

« Nous pensons que lorsque nous évacuons une option extrémiste nous obtenons une option plus modérée. Mais on peut aussi bien se retrouver avec une option encore plus extrémiste », déclara Ben-Ami à l'agence de presse IPS lors d'une interview qui a suivi une rencontre sur le Moyen-Orient à Madrid. « Vous pouvez aussi avoir une guerre civile. Voyez l'exemple algérien, quand en 1991 le Front islamique du salut fut élu et que l'armée l'a renversé. Cela a conduit à une guerre civile qui dure toujours. »



Ben-Ami exprima son inquiétude concernant « l'effondrement de la diplomatie internationale » ces dernières années, et déclara qu'elle devait être remise en place.

« Par exemple, le problème iranien doit être résolu sur le plan international, pas seulement par les États-Unis et l'Europe. Autrement, il pourra ne pas être résolu. Il en est de même de la question israélo-palestinienne. »

Lors des discussions de Camp David, « Clinton n'a pas eu suffisamment de temps pour construire une alliance internationale pour la paix. Une telle alliance doit inclure les principaux États arabes. »

Ben-Ami s'oppose à l'idée de trop blâmer le Hamas. « Ce n'est pas juste de dire que la victoire du Hamas a mis fin au processus de paix. Celui-ci avait déjà expiré. »

Dans ce contexte, l'initiative saoudienne est importante, dit-il. Les Saoudiens ont proposé au sommet arabe de Beyrouth en 2002 qu'Israël se retire complètement de tous les territoires qu'il occupe depuis la guerre israélo-arabe de 1967. Israël devrait proposer une solution juste aux réfugiés palestiniens et accepter l'établissement d'un État souverain indépendant sur la rive ouest et Gaza avec Jérusalem-Ouest comme capitale.

L'initiative en appelait d'autre part aux pays arabes pour qu'ils signent un accord de paix avec Israël et qu'ils considèrent que le conflit du Moyen-Orient était terminé.

Khaled Hroub, directeur palestinien du « Arab Media Project » de l'université de Cambridge, et auteur de deux ouvrages sur le Hamas, mit également en garde contre « les conséquences d'une tentative de renverser le Hamas ».

Hroub déclara dans une interview à IPS que « les efforts coordonnés d'Israël, des États-Unis et de quelques pays arabes et européens » de pousser le Hamas à l'échec conduirait à la guerre civile, à la fragmentation et à la violence. Si le blocage de l'aide financière persiste, les conséquences seront la radicalisation du peuple palestinien », déclara-t-il.

« Si vous renversez le Hamas, vous le pousserez vers une position plus radicale », dit-il encore. « Vous pouvez aussi le conduire à la fragmentation. Jusqu'à présent, le Hamas est

un mouvement unifié, ce qui convient à tout le monde. Avec le Hamas au pouvoir, vous avez un seul interlocuteur avec qui parler. S'ils parviennent à un accord, tout le monde les écoutera. »

De plus, « l'aile militaire de Hamas continue d'écouter la direction politique ».

Hroub souligna la nécessité de dévoiler le « nouveau visage » du Hamas. Il déclara que le discours du Hamas sur la « destruction d'Israël » n'est que de la rhétorique qui devrait être ignorée. Les Israéliens, les Américains et les Européens devraient s'attacher à ce qui se passe réellement sur le terrain.

Hroub dit qu'un examen attentif des nouvelles déclarations du Hamas montre qu'il ne parle pas de la destruction d'Israël ou de la libération de toute la Palestine mais du démantèlement des colonies israéliennes et du droit au retour des réfugiés. Tout cela peut être trouvé dans les résolutions des Nations unies, dit-il. « Ce dont le Hamas a le plus besoin est le temps. Si on lui laisse sa chance, et du temps, on verra son nouveau visage. »

Madrid, 9 mai 2006.
Baher Kamal : « Keep Hamas in Power, Israeli Leader Demands ».

http://www.ipsnews.net/news.asp?idnews=33171.

Inter Press New Service.
Traduction Éric Vilain.

---

1. Le sommet de Camp David de juillet 2000 a été convoqué « à la hussarde » par Clinton et Barak qui se trouvaient tous deux en fin de mandat et espéraient pouvoir produire devant leurs opinions respectives un accord de paix fondé sur la capitulation des Palestiniens.

Barak avait annoncé à Madeleine Albright qu'il ferait une « offre généreuse » aux Palestiniens, offre qui était en fait un vrai scandale et inacceptable, puisque tous les points en étaient... non négociables, mais qui demandait aux Palestiniens qu'ils cèdent encore des territoires. Arafat qui, dans ces conditions, ne voulait pas venir, a fini par céder aux pressions extrêmes de Madeleine Albright, secrétaire d'État américaine, de Samuel Berger, le conseiller à la sécurité de Clinton et de Denis Ross, le médiateur américain pour le Moyen-Orient.

« Barak voulait une paix 100 % israélienne », put-on lire dans le *Jerusalem Times*, le 7 avril 2002. L'échec de ce sommet a été imputé aux Palestiniens et à Arafat en particulier, par une propagande et une intoxication idéologique invraisemblable dans laquelle sont tombés quasiment tous les médias occidentaux.

C'est à partir de ce moment-là que, n'étant pas le négociateur que les autorités américaines et israéliennes voulaient se choisir, Arafat a cessé d'être un interlocuteur et qu'a commencé sa fin politique. (Note d'Éric Vilain.)

Anvers

Un skinhead proche du Vlaams Belang a tué

Le matin du jeudi 11 mai, lors d'une descente dans les rues d'Anvers, Hans Van Temsche, un skinhead âgé de 18 ans, proche du Vlaams Blok-Belang, a tué une femme d'origine africaine et la fillette dont elle avait la garde. Il a également blessé une femme d'origine turque. Un assassinat raciste. « Le suspect a déclaré qu'après avoir acheté un fusil de chasse et des munitions, il avait délibérément recherché des personnes d'origine étrangère dans le but de les abattre », a expliqué la porte-parole du parquet d'Anvers après l'arrestation du skinhead.

Le père et la tante du meurtrier sont liés de très près au Vlaams Belang, puisque l'un, Peter Van Temsche, est un militant de la première heure du Vlaams Blok-Belang et que l'autre, Frieda Van Temsche, est députée fédérale de ce parti ouvertement raciste. Le président du Vlaams Blok, Frank Vanhecke, peut essayer de nier tout lien direct du meurtrier avec son parti, une horrible démonstration vient d'être faite à Anvers, où un tiers des habitants votent pour le Vlaams Belang : la propagande du parti d'extrême droite peut tuer.

Combien de temps encore va-t-on financer l'extrême droite avec l'argent des citoyens ? L'arrêt de la Cour de cassation du 9 novembre 2004 condamnait le Vlaams Blok pour « incitation systématique à la haine, à la violence et à la discrimination ». Le changement de nom du Vlaams Blok ne trompe personne, ce sont toujours les mêmes idées racistes et fascistes qui sont véhiculées par les mêmes personnes sous le logo du Vlaams Belang. La proximité des élections communales d'octobre 2006 souligne à larges traits la question du financement des partis liberticides.

Couper les subsides du VB est un minimum

Ce meurtre survient peu après une autre agression raciste à Bruges. Dans la nuit du 6 au 7 mai, un Français d'origine africaine a été violemment tabassé à mains nues par cinq skinheads, le plongeant dans le coma. Ses jours sont encore en danger. Ces coups sont une autre preuve que l'extrême droite ne veut pas plus de sécurité mais plus de violence. Les faits parlent d'eux-mêmes : il faut plus que jamais s'opposer à leurs méthodes nazies et construire des nouvelles formes de lutte antifasciste.

La nécessité de combattre activement l'extrême droite

Mais il est également urgent de s'interroger sur la contamination de corps sociaux entiers par un racisme qui ne dit pas son nom. Comme le rappelle le Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie à propos du crime d'Anvers : « Cette violence folle ne sort pas de nulle part. Elle est le résultat d'années de discours ambigus ou ouvertement racistes visant à faire des "étrangers" les responsables des frustrations individuelles et des misères sociales, mettant aujourd'hui leur propre sécurité en danger. Souvent, ces discours sont relayés plus ou moins implicitement par certains partis politiques, des institutions ou par une partie de la presse. Les déclarations du Parquet sur l'origine des meurtriers de Joe sont de cet ordre. Elles ne sont pas sans conséquences, semble-t-il. »

Dénoncer les dérives des rouages démocratiques va de pair avec la réaffirmation de notre solidarité avec les « étrangers » et, plus particulièrement, avec les plus fragilisés d'entre eux : les sans-papiers. C'est donc soutenir, aujourd'hui comme demain, les personnes sans titre de séjour, et ce malgré les menaces de poursuites judiciaires. Et c'est exiger leur régularisation.

Alors que l'on insiste sur le rôle fondamental de l'enseignement dans l'apprentissage du respect mutuel et de la démocratie, nous souhaitons l'application effective de la diversité au sein des écoles gardiennes, primaires et secondaires. Nous demandons des moyens concrets, tant organisationnels que financiers, pour que vive l'école multiculturelle et sans classe sociale, pour que s'applique pratiquement l'égalité des moyens d'instruction dans tous les domaines de la science, de l'industrie et des arts. Les établissements scolaires ne sont que trop souvent le reflet des différentes classes sociales et origines géographiques.

Être solidaire avec les « étrangers » implique d'agir chaque jour contre ce qui oppose et sépare les humains. Contre le nationalisme, contre les replis identitaires. Et d'agir pour l'abolition des frontières, pour l'égalité sociale et économique.

Louise
groupe Ici et Maintenant, Bruxelles

Beur Blanc Rouge

de Mahmoud Zemmouri

Beur Blanc Rouge se construit autour du match France-Algérie qui s'est tenu dans une telle violence de part et d'autre que la Fédération française du football nie désormais son existence. Mais c'est aussi et surtout un film sur l'identité beur, sur la fracture toujours ouverte dans le cœur et le corps des immigrés, une réalité quotidienne vécue par leurs enfants comme une plaie constamment rouverte. Trois copains et une jeune fille (Nozha Khouadra) pour qui le film aménage avec beaucoup de finesse une vie qui l'a préservée des expériences si douloureuses des garçons. Ces jeunes possèdent un passeport français, mais on les promène entre les deux identités, la première, celle des parents, niant de fait la deuxième, pourtant acquise par choix et avec détermination. Éternellement dans l'inachevé, ils ne s'arrangent pas avec leur situation, alors qu'ils ont l'inventivité des grands comiques nés, comme on dit en Algérie, trois fois analphabètes... car *Beur Blanc Rouge* est une comédie bien enlevée.

Propos recueillis par Heike Hurst

Quel génie pour les titres de vos films... *Les Folles Années du twist* ou *100 % arabica* et maintenant *Beur Blanc Rouge*?

Mahmoud Zemmouri: Le film devait s'appeler *Beur et Margarine*, donc on a fait un petit sondage autour de ce titre, et les gens n'aimaient pas. Et je me suis mis à chercher un autre. Un matin, dans ma voiture, je me suis dit, pourquoi pas *Beur Blanc Rouge*, ça rappelle le drapeau français, c'est un titre un peu « provoque », et ça a fait tilt!

Vos actrices et acteurs sont formidables, surtout l'actrice principale Yasmine Belmadi qu'on connaît des films de Sébastien Lifshitz...

Mahmoud Zemmouri: J'ai découvert Yasmine Belmadi, il y a trois ans, dans un film de Bernard Stora, où elle avait un tout petit rôle. Je l'ai prise comme ça, je n'ai fait aucun essai avec elle comme avec d'autres, d'ailleurs. C'est un casting monté au feeling et pas aux essais ou en voyant des films. D'autres gens m'ont demandé la mère (Fatima Hellilou) qui travaille beaucoup pour la télévision algérienne, de temps en temps pour le cinéma, elle est très connue par le public algérien à cause de la télé, le problème, c'est de la ramener ici et de travailler (question visa et prise en charge), ça coûte plus cher à la production que de prendre une personne d'ici.

Le montage financier du film s'est-il fait facilement?

Mahmoud Zemmouri: Comme toujours, avec des bouts de ficelle, avec l'avance sur recettes, on a eu une très grosse aide de l'Algérie, de la télévision algérienne et du ministère de la Culture. On a fait le film avec ça, un gros apport de l'Algérie, en dinars, qui nous a permis de travailler le stade là-bas, à Alger. J'ai reconstitué les tribunes au stade du 5 juillet à Alger avec 8 000 figurants parce que le Stade de France nous a été interdit, à cause du match, parce qu'ils ne veulent plus entendre parler de ce match. Pour le président de la Fédération française de football, il n'était plus question de parler de ce match, pour lui, c'est comme s'il n'existait plus... qu'il n'a jamais existé. Il y a aussi le problème financier, on aurait mis 8 000 figurants pendant cinq jours au Stade de France, ça nous aurait coûté une fortune, à Alger, ça a coûté moins cher. On a reconstitué le tout à Alger. Cela s'est très bien passé, on a mélangé avec des sujets du match lui-même qu'on a achetés à TF1 et puis on a fondu tout ça entre les morceaux achetés à TF1 et le tournage à Alger. Ils nous ont vraiment fait un prix, ils savaient que c'était un film fauché, ils ont été très chouettes là-dessus, en même temps j'ai fait tous les intérieurs qui se passent à Paris, je les ai tournés à Alger, c'était moins cher. Sur Paris, on n'avait que les extérieurs à faire, ce qu'on voit à l'extérieur.

Cela dit, le film n'est pas un film sur le football, c'est un film qui traite de la crise identitaire de ces jeunes Français issus de parents immigrés, sauf que le match est venu à temps, parce que l'idée du scénario existait bien avant le match. Je l'ai pris comme le guide de la trame pour traiter cette crise identitaire de jeunes Beurs.

Plusieurs types de personnages affrontent ce problème d'identité...

Mahmoud Zemmouri: Il y a Brahim, le rôle

principal, le farfelu qui ne sait pas où il en est, il est une fois français, une fois algérien, puis le copain Mouloud, qui a la tête sur les épaules, qui connaît sa situation en France et qui doit se battre pour arriver, puis le copain français qui les aide et qui essaie... de trouver sa voie.

Vous poussez cette logique très loin et c'est très drôle ce qui leur arrive quand ils partent en Algérie.

Mahmoud Zemmouri: C'était pour tourner en dérision ce problème de paperasserie administrative qui est complètement ridicule pour des Algériens qui ont le passeport français ils doivent avoir un visa et réciproquement. Pour ces gens-là, il faudrait une loi qui leur facilite le passage entre ces deux pays, on ne peut pas leur enlever les racines, c'est pas possible. Puis ce que je disais dans ce film: malgré toutes les « bêtises » que ces jeunes peuvent faire en France, ils sont quand même français, disons, ils se revendiquent plutôt français et, en général, ils ne parlent pas un seul mot d'arabe.

Vous montrez très bien que leur problème n'est pas lié à la banlieue, puisque vos caractères font partie de communautés maghrébines qui vivent à Paris.

Mahmoud Zemmouri: Ce n'est pas un problème de banlieue, le problème existe intramuros même à Paris, ils sont parqués, ils sont entre eux, les gosses sont élevés selon les mœurs algériennes, tunisiennes ou marocaines.

D'où ces jeunes égarés entre l'identité de leurs parents et leur situation française. Ces gens-là par exemple vivent à Paris ou en banlieue ce que vivent exactement mes parents au bled, ma mère, mes frères, c'est exactement la vie de là-bas qui est transportée ici; moi j'ai vécu avec mes parents pendant dix-huit ans avant d'émigrer, j'ai l'impression que le problème n'a pas changé d'un poil. Il y a exactement les mêmes problèmes, la même façon de vivre dans une maison; ce qui est dramatique pour les gens qui vivent ici c'est qu'ils vont inculquer ça aux enfants qui sont alors complètement divisés, partagés, perdus entre leur nationalité française et la vie des parents à la maison.

La jeune fille semble échapper à la prison familiale, vous faites un portrait formidable d'une jeune fille indépendante et sans peur.

Mahmoud Zemmouri: J'ai remarqué que ce sont les femmes qui réussissent le mieux. Elles veulent sortir du carcan familial. Et c'est comme ça qu'elle s'en sortent, de cette prison, j'ai envie de dire qu'on rencontre aujourd'hui beaucoup plus de réussites chez les femmes que chez les hommes.

Avez-vous vu travailler ces agences de mariages arrangés?

Mahmoud Zemmouri: Des mariages arrangés existent. Je les ai découverts dans le nord, en allant défendre le film *100 % Arabica*: j'ai trouvé une agence matrimoniale qui mariait ces jeunes. Pourquoi? Ils profitent de la situation des Beurs qui sont complètement « algérianisés » ou « marocanisés »; ils profitent de cette situation d'appartenance, pour leur proposer un mariage avec une fille « propre »! il y a un petit peu de tout là-dedans, l'islam qui les pousse au mariage avec des femmes pas encore « utilisées ». Ces agences profitent de l'exclusion pour un retour à la religion, un retour à leurs origines.

Le jeune Français, lui, il est un peu contaminé parce qu'il vit avec eux, donc il tombe dans le panneau de l'exotisme et choisit de vivre avec une fille du bled.

Il y a même des jeunes Français et chrétiens qui jurent par le Coran parce que complètement intégrés dans les quartiers où ils suivent les copains. Lors d'un débat à Nancy on m'a dit: pourquoi tu vas pas à la mosquée, toi, regarde on a ici un jeune Français, il vient avec nous à la mosquée, il fait la prière... Beaucoup sont comme ça, avec la différence que la grande majorité des jeunes Français issus de parents immigrés va l'emporter sur la minorité des Français qui vivent avec eux et qui sont obligés de parler et de faire comme eux.

Le film tombe à pic avec les lois actuelles de Sarkozy sur l'immigration, l'immigration choisie...

Les propos du maire de Montfermeil, tout ça c'est dans le film. J'espère que *Beur Blanc Rouge* leur servira de leçon et qu'ils changeront d'avis car là, on est en train de mener une politique qui va tout droit vers l'extrême droite, ce qui se passe est dramatique. Je veux dire que ces jeunes – encore une fois – même avec toutes les bêtises qu'ils peuvent faire, ils aiment la France, ils se revendiquent français, il faut les comprendre.

S'ils font des bêtises, c'est qu'ils se sentent complètement marginalisés à tous les niveaux, et pour se faire connaître, ils sont obligés de faire ce genre de bêtises... Que ce film leur donne à réfléchir!

H. H.

Avec Célestin Freinet

Cela fait des années que la sortie du double DVD promis par Henri Portier, qui consacre une grande partie de son énergie à l'histoire des relations entre le mouvement Freinet et le cinéma, était attendue avec impatience. Ce double DVD devrait être disponible dans toutes les bonnes enseignes qui diffusent de la culture.

Ce coffret constitue un outil vraiment indispensable qui devrait figurer bientôt dans toutes les vidéothèques spécialisées sur l'école, sur le cinéma, sur les idées politiques, ou sur les relations complexes qu'entretiennent l'institution scolaire, le 7e Art, les grandes idéologies et l'histoire.

On peut maintenant redécouvrir *l'École buissonnière*, une fiction qui reconstitue les premières années de Célestin Freinet en tant qu'instituteur juste après la Première Guerre mondiale. Sorti en 1949, ce film fut un beau succès public avec plus de 2,5 millions de spectateurs, puis connut une très longue carrière dans les ciné-clubs. Dans l'histoire de l'après-guerre, le film incarne la force du P C qui l'a produit et a imposé que les références à Célestin Freinet soient effacées du générique, dans la grande tradition stalinienne, parce que le pédagogue venait de rendre sa carte. Avec un Bernard Blier épatant, *l'École buissonnière* reste en permanence au service de son sujet et ne sert pas à la promotion de son « auteur », car Jean-Paul Le Chanois a l'élégance de s'effacer derrière les personnages.

Quelques morceaux de bravoure, comme le passage du certificat d'études, raviront l'ensemble des téléspectateurs quelles que soient leurs motivations pour regarder le film qui constitue, de toute façon, une excellente et très agréable introduction à une réflexion sur la relation entre école, cinéma et histoire.

Toujours sur le premier disque, cette édition offre en outre le privilège rare de voir *Prix et Profits* que l'on croyait perdu jusqu'à ce que Henri Portier en découvre une copie aux archives du film à Bois-d'Arcy et soit à l'origine de sa restauration.

Produit par la Cinémathèque, coopérative de l'enseignement laïque (fondée à Bordeaux par Rémy Boyau le 27 octobre 1927 comme outil d'intervention de l'école Freinet dans le cinéma), ce court-métrage d'une durée de 19 minutes s'inscrit dans la grande tradition de la coopérative du Cinéma du peuple qui, avant la Première Guerre mondiale, produisait des films afin d'apporter une réponse positive à la production cinématographique courante dominée par le capital et sa logique à la fois financière et idéologique.

Réalisé en 1931-1932 par Yves Allégret dont c'est le premier film, *Prix et Profits* ou *la Pomme de terre* raconte, à la fois de manière pédagogique et militante, le circuit économique qui conduit la pomme de terre du paysan à l'ouvrier, et prône explicitement la suppression des parasites qui s'enrichissent sur le dos des travailleurs. La dernière image reprend dans un gros plan la poignée de mains qui scelle l'union des prolétaires, poignée de mains qui représente le logo de la CGT. Pour tourner ce film militant, Yves Allégret a fait appel à ses copains : le photographe Éli Lotar qui sera le chef opérateur de Luis Buñuel pour *Las Hurdes*, Jacques et Pierre Prévert, Marcel Duhamel, futur fondateur de la Série noire. Inconnus alors du grand public, ces jeunes gens proches des surréalistes formeront ensuite le groupe Octobre avec d'autres, dont Jean-Paul Le Chanois, le futur réalisateur de *l'École buissonnière* : la boucle est bouclée. Aujourd'hui, *Prix et Profits* appartient à l'histoire, à la fois du cinéma, de la pédagogie et du mouvement révolutionnaire.

Pensé par un passionné de la pédagogie et du sujet, ce premier disque est complété par le documentaire réalisé en 1996 par Henri Portier : *le Mouvement Freinet des origines à nos jours*. La forme classique est entièrement au service d'un propos très clair : l'histoire de la pédagogie Freinet est inséparable du projet politique qui la sous-tend. Le documentaire ouvre sur les filiations de ce mouvement né dans la boue des tranchées de 14-18 ; Francisco Ferrer, Paul Robin et Sébastien Faure, comme pères tutélaires, inscrivent Freinet dans la grande tradition de la pédagogie libertaire.

Ensuite, Henri Portier poursuit sa démonstration en s'appuyant sur les différents obstacles politiques rencontrés par Freinet : les attaques frontales de l'extrême droite avant-guerre, celles plus sournoises des staliniens pendant la guerre froide. Dis-moi qui sont tes ennemis et je te dirai qui tu es !

Sur le deuxième DVD, *les Enfants d'abord*, de Suzanne Dansereau-Forslund de 1996, un documentaire sympathique de 96 minutes part à la rencontre des classes Freinet aujourd'hui dans trois pays différents : la France, le Québec et la Suède. Introduction pour un très large public, le panorama se focalise sur les classes à l'aide de documents d'époque (sonores, comme la voix de Freinet ou visuels à partir des archives du mouvement) ou de témoignages de grands témoins (anciens élèves ou anciens instituteurs comme Paul Le Bohec et Michel Barre auteur de *Célestin Freinet, un éducateur pour notre temps*).

Sur la toute fin du film (1h23), Michel Barre évoque en moins d'une minute le contenu de « remise en question sociale » de cette pédagogie pensée après la boucherie de 14-18 afin de construire des « citoyens autonomes et responsables ». Mais qui a vraiment intérêt à mener à bien ce projet politique ?

Aujourd'hui, l'histoire de la pédagogie n'est plus enseignée dans les IUFM, et les jeunes enseignants ignorent tout des combats qui ont construit les pratiques qu'ils seront amenés à mettre en œuvre. Au contraire, la recherche de l'efficacité technique et le rejet du politique s'unissent parfaitement pour exclure le questionnement idéologique de la formation professionnelle, et on peut enseigner la pédagogie Freinet sans dire qu'il était communiste (le terme est absent du documentaire *les Enfants d'abord*) et qu'il concevait son travail de pédagogue dans le droit fil de ses convictions révolutionnaires.

Mato-Topé

Printemps 2006

La lutte continue

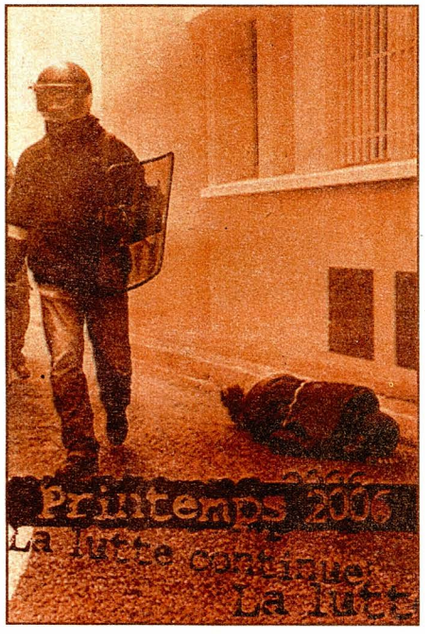
Comme pas mal de villes en France, Grenoble, a connu de grosses manifestations contre le CPE. Mais au-delà des milliers de manifestants qui arpentèrent les rues de cette ville, c'est tout un ensemble d'actions et de démarches qui sont abordées dans ce DVD: 14 courts métrages, 700 photos classées par date, des documents à foison, voilà ce qui y est regroupé. Si cela s'avère être un témoignage inédit sur la lutte anti-CPE à Grenoble, ce qui est rassemblé dépasse bien évidemment cette simple lutte. CPE ou autres saloperies gouvernementales, là n'est pas vraiment la question: l'intérêt est du côté de ce que cela a engendré en termes de formes de révoltes, d'initiatives nouvelles, et de perspectives (manifs, blocages, harcèlements incessants envers les forces de « l'ordre », barricades, gestion juridique et médicale des affrontements par les manifestants eux-mêmes ...).

Syndicats se faisant auxiliaires de police, ou encore élus ridicules dans leurs écharpes tricolores voulant endiguer et récupérer un mouvement qui les dépasse et auxquels ils ne comprennent rien... autant de raisons pour que des milliers de personnes aient attrapé la rage dans cette ville pourtant ordinairement si calme. Et tout autant de raisons pour que les tenants du système aient eu suffisamment peur pour déployer des moyens de répression comme cette ville a eu rarement connu par le passé.

Les masques tombent, et les forces de l'État montrent leur vrai visage: violence, mépris, servitude... autant de choses qui, si elles pouvaient effrayer, ont aussi eu pour effet de ridiculiser l'État et ses protecteurs. Ce qu'on a présenté alors comme des casseurs étaient des jeunes et des moins jeunes unis face aux flics. Une population qui a vu qu'elle avait une force qu'elle avait eu peu souvent l'occasion de se découvrir. Si la façon d'aborder ce mouvement est intéressante, c'est d'une part parce qu'elle révèle des perspectives, qui, malgré certaines failles et erreurs de ce mouvement, ont, un peu partout, semé un début de quelque chose. Un document pertinent, d'autre part, parce qu'il est loin des images formatées des médias dominants. Enfin, un travail de mémoire sur ce que fut, à Grenoble, en 2006, une certaine contestation. Ce mouvement a dépassé les syndicats et a éclaté bien des barrages, au sens propre comme au figuré. Mais bien au-delà de l'aspect destructeur, il fut aussi un terrain d'expérimentation à grande échelle de ce que peut être une lutte. Dans son auto-organisation, celle-ci a franchi un cap. Un cap qui se retrouve dans la volonté qui a animé cette « commission mémoire » de maîtriser jusqu'à la fin un mouvement comme Grenoble et, comme sans doute le reste de la France, en avait rarement vu.

Disponible auprès de Indymedia Grenoble, http://grenoble.indymedia.org.

Un DVD réalisé par la commission mémoire. Prix de vente: 3 euros de la main à la main. Prévoir des frais de port.



C7 H16

Un peu de sciences: connaissez-vous la formule chimique de l'essence? C'est: C_7 H_{16}, et c'est aussi le titre de la dernière publication du collectif Pas même t'y crois productions, déjà à l'origine, il y a quelques mois, d'un bouquin diffusé gratuitement *(Il fera si bon mourir)*. À travers deux nouvelles, on retrouve dans cette « revue à numéro unique », le style du récit à voix multiples dépeignant le quotidien ordinaire et tragique d'une banlieue plombée par le désespoir et une rage lourde, prête à exploser à la moindre étincelle policière. De fait, l'initiative de cette publication est partie des émeutes de novembre 2005, vécues ici comme dans une forme de prolongement. On trouvera, en plus, un extrait d'*Il fera si bon mourir* (pour celles et ceux qui l'auraient loupé), ainsi que les textes des morceaux figurant sur un CD sampler livré avec la revue. Sur la galette, quelques groupes et artistes de rap parmi ceux qui s'activent loin du business hip-hop: Radical Kroonerz, Insa 3K2N, S. Killa, Scherzo, Singe des Rues. Une bande-son de la révolte, où la colère la plus vive trouve des expressions poétiques qui en décuplent la portée. C_7 H_{16}, 3 euros (et quelques timbres) chez Pas même t'y crois productions, 17-19, rue des Bauves, 95200 Sarcelles. La revue et le street CD peuvent également être téléchargés gratuitement à: http://c7h16.internetdown.org

Goulamas'k « gardarem la terra »

Les beaux jours approchent, et pour faire la nique à l'hiver, rien de tel qu'une musique chaude et joyeuse. Goulamas'k vient de sortir un nouvel album, toujours en occitan (avec les traductions, quand même), avec un esprit très revendicatif par rapport à cette culture. Alors que certains crétins consanguins fiers d'être nés quelque part en font leur fonds de commerce, les Goulamas'k, eux, se tiennent bien à l'écart de tout ce que ce genre d'idéologie a de nauséabond. Clairement antifascistes et animés d'un esprit ouvert et libertaire, ce groupe du sud envoie un rock teinté de ska avec pour toile de fond des textes parlant de leur langue, de leur culture, mais aussi d'écologie. On adhère ou pas, mais force est de constater que la démarche tout comme la dynamique globale de ce groupe (en témoigne la vidéo qui accompagne l'album) sont des plus intéressantes.
À conseiller aux fans des feus Kargols.
Contact: 26, avenue de Toulouse, 34620 Puisserguier. http://www.goulamas-k.com

Vous saurez tout sur l'anarchie

Sur l'air du *Zizi* de Pierre Perret
Paroles de Jacques
Chorale libertaire de Périgueux

Il y'a des anars façon bohème
Ô gué ô gué
Qui luttent t'à coup de poèmes
Ô gué ô gué
Et fleurissent leurs envies
Entourés de compagnons
Sans se mettre dans la vie
La rate au court-bouillon
De plus ils ont tous les mains ouvertes
Exactement comme leurs fenêtres

Refrain *Tout tout tout*
Vous saurez tout sur l'anarchie
La vraie la fausse
La dure la rosse
Et la maligne en première ligne
La p'tite cachée
La grande fauchée
La triomphante et la perdante
Tout tout tout tout
Vous saurez tout sur l'anarchie

Il y'a dans l'histoire les grands ancêtres
Ô gué ô gué
Honnis par l'État et par les prêtres
Ô gué ô gué
Ils ont connu la prison
Tâté de la répression
Forts de cœur et de raison
Époux d'l'insoumission
Ils se nomment Makhno Bakounine
Proudhon Reclus Faure et Kropotkine

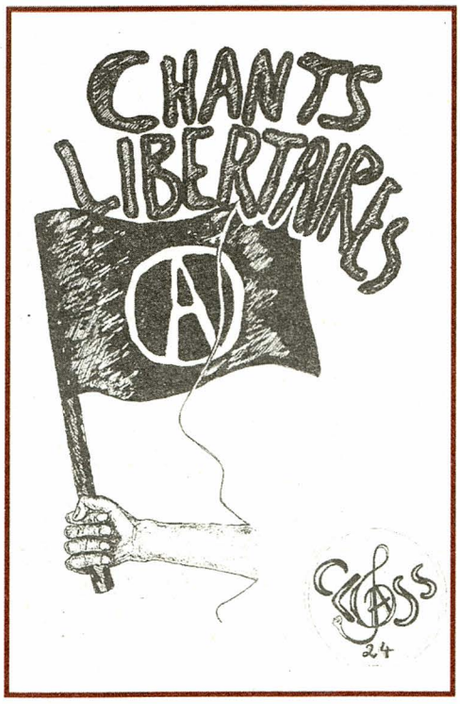
Sous la Commun' la Bonne Louise
Ô gué ô gué
Habilla de rouge Paris la grise
Ô gué ô gué
Elle mit un grand châle noir
Face aux juges versaillais
Aux sabreurs des communards
Leur morgue elle fit payer
Infatigablement sur les routes
Conforta les prolos dans le doute

En Ukraine la Makhnovtchina
Ô gué ô gué
Pauvres et paysans organisa
Ô gué ô gué
Pour foutre les Blancs en l'air
Comme les rouges commissaires
Pour abolir la misère
Et la nuit des frontières
Mais trahie par les autoritaires
Comme à Cronstadt moururent nos frères

Puis la FAI avec la CNT
Ô gué ô gué
En Espagne fit chanter l'été
Ô gué ô gué
Catalogne et Aragon
Décorées de rouge et noir
Abolirent le pognon
Et firent sourire l'espoir
Un peuple uni sans dieu ni maître
Et sans fafs ni stals pouvait renaître

Les libertarians américains
Ô gué ô gué
Sont des capitalos bons à rien
Ô gué ô gué
Ils prônent la liberté
D'exploiter sans restriction
L'informatique aux côtés
En Bourse ils sont champions
Ils n'ont rien à voir avec la cause
Dis-nous que t'es anar si tu l'oses

Sur tous les fronts il nous faut lutter
Ô gué ô gué
Élir' n'est pas notre tass' de thé
Ô gué ô gué
Pour les fachos pas d'quartier
Politicards aux poubelles
Capital à piétiner
Pas d'curés pas de ciel
La solidarité fraternelle
Comm' l'amour doit nous donner des ailes



Jeudi 25 mai

Radio cartable à 14 heures : La radio des enfants. Émission proposée par les élèves des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Si vis pacem à 18 heures : Émission antimilitariste de l'Union pacifiste Chanter contre la connerie militariste. Invitée : Nathalie Solence, auteure, compositrice, interprète.

Epsilonia à 22 heures : Festival Epsilonia - 20e anniversaire Arts sonores et musiques expérimentales, dernier volet, de 22 heures à 8 heures du matin. Vendredi 26 mai.

Vendredi 26 mai

Koumbi à 10 heures : L'invité du jour sera un philosophe, Bassidiki Coulibaly, l'auteur de l'ouvrage *Du crime d'être noir* aux éditions Homnisphères.

Place aux fous à 13 heures : Tessier & Pascault reçoivent Nelson, à l'occasion de la sortie de leur premier maxi *Bangkok Riot* (chez Diamondtraxx, label indé).

Samedi 27 mai

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier à 10 heures : Contre Benoît XVI. Le Vatican, ennemi des libertés.

Chroniques rebelles à 13 heures : Les sœurs de la perpétuelle indulgence. Invités : Laurent Catherine, Olivier Touron (Alternatives), avec Olivier Catherine et les Sœurs.

Longtemps, je me suis couché de bonne heure à 19 heures : Retour sur le Festival de Cannes et les films déjà sortis : le *Da Vinci Code* de Ron Howard, *Volver* de Pedro Almodovar, *Le Caïman* de Nanni Moretti, *Marie-Antoinette* de Sofia Coppola...

Nuits off à 23 heures : Nocturne de 23 heures à 8 heures du matin. Les électros : nomades urbains (NY-Paris-London-Berlin). Concert de la nuit : David Bowie (A reality tour) en intégralité, enregistré à Dublin en novembre 2003. Rediffusion de l'émission : « Wreck this mess » du mardi.

Dimanche 28 mai

Ni maître, ni dieu à 10 heures : Libres penseurs Annie Lacroix-Riz présentera sa recherche sur les éminences grises, la cagoule, la synarchie... *Le Choix de la défaite*, paru chez Armand Colin.

Folk à lier à midi : Musiques traditionnelles. Invitée : la chanteuse cap-verdienne Dulce Matias, pour la sortie de son nouvel album autoproduit *Mel d'cana*.

Tempête sur les planches à 14 heures : Actualité du théâtre Le Lavoir Moderne Parisien prépare le 7e Festival Rue Léon *Nous sommes tous des Africains:* théâtre engagé, concerts, repas de quartier...

Le Mélange à 17 heures : L'émission de toutes les musiques. Pas d'émission ce dimanche.

Lundi 29 mai

Lundi matin à 11 heures : Infos et revue de presse. L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Laurent.

Ça urge au bout de la scène à 21 heures : Le magazine de la chanson vivante. Depuis plus de dix ans, les deux Bernard accueillent chaque semaine des jongleurs de mots, des cracheurs d'images, des hérisseurs de poils, des provocateurs de frissons...

De la pente du carmel, la vue est magnifique à 22 heures : Comme son nom l'indique... Chaque lundi, c'est une quasi révolte que les carmélites pentus réactivent nuitamment. Messe de minuit noire d'humour, les cloches sont sonnées à la Glanbouillette, les sacro-malsaintes revues de presse sont ressuscitées en OSB...

Mardi 30 mai

Actes et cités à 11 heures : « Expérimentation spatiale », Le Festival des Architectures vives.

Wreck this mess à 12 heures : Deux heures de musique : electronic-dub vs hypnotic-groove vs ambient-industrial vs breakbeat-n-noise vs minimal-techno vs electronica-experimental, sans interruption, sans publicité, sans dieu, ni maître !

Des oreilles avec des trous (dedans) à 17 heures : Des fusiques molles pour fous les tous. Émission libre de toute thématique (Phil Minton, Willem Breuker, Trevor Dunn, le label Sublime Frequencies et autres...).

Idéaux et débats à 18 heures : Sous les pavés... un Champ Libre ! Sous le pavé (532 pages) de Gérard Guégan, intitulé *Cité Champagne, esc. i, appt 289, 95 Argenteuil* (Éditions Grasset), nous découvrirons, en différé, les pages du premier des deux livres consacrés à l'aventure de la mythique Édition Champ Libre !

Paroles d'associations à 19 heures : Magazine de la vie culturelle et associative. Invité : « GEFAB » (Groupe européen pour les anorexiques, les boulimiques et les familles).

Jazz en liberté à 22 heures : Free jazz et musiques improvisées. Invités : l'ethnologue et critique Alexandre Pierrepont et le dispositif SoundCircus.

Mercredi 31 mai

Blues en liberté à 10 heures : Émission musicale blues. Magic Sam, du West Side de Chicago, comme Buddy Guy Otis Rush...

Ras les murs à 20 heures : Actualités des luttes de prisonniers. Invité : Gabriel Mouesca, pour son livre *La nuque raide*. Gaby a fait 17 ans en tant que militant politique basque. Aujourd'hui, il est le président de l'Observatoire international des prisons (OIP).

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Grenoble

Du 30 mai au 2 juin : 4 jours contre Minatec et son monde.
Programme :
- Mardi 30 mai : Journée « Toute la ville en parle » : déambulations, débats publics impromptus, infokiosks ambulants... 17 - 22 heures à la Bifurk : ateliers de réflexions thématiques et d'échanges de pratiques sur la carte d'identité INES, la biométrie, le puçage électronique des animaux et des humains, la démarche d'enquête critique (avec des groupes en résistance).
- Mercredi 31 mai : Journée : « Toute la ville en parle » : déambulations, débats publics, impromptus, infokiosks ambulants... À partir de 12 heures : pique-nique : amenez de quoi partager un repas au parc Paul-Mistral. 20 h 30 à La Bifurk : réunion publique sur « les nanotechnologies et les raisons de s'y opposer » avec des intervenants de toute la France et d'au-delà.
- Jeudi 1er juin : midi, place Félix-Poulat : grande manifestation contre Minatec et son monde. À partir de 18 heures : pique-nique sur les hauteurs de la Bastille. Interventions de Pat Mooney (d'ETC Group, ONG canadienne lanceur d'alerte sur les nanos). Musique et débats impromptus.
- Vendredi 2 juin : nous serons encore là.

Jeudi 25 mai
Paris 11e

En présence des auteurs Alain Dalotel et Jean-Luc Debry, débat autour de La Commune de Paris Au travers de deux ouvrages: *Pierre Pirotte ou le destin d'un communard*, et *Gabriel Ranvier (1828-1879) Le Christ de Belleville* à 19 h 45, au CICP, 21ter rue voltaire.

Vendredi 26 mai
Montreuil (93)

Concert de Fred Alpi au Manhattan, 52, rue Edouard - Vaillant. M° Croix de Chavaux.

Besançon (25)

Rencontre avec l'équipe du journal bisontin, *Charivari*, qui présentera son dernier numéro sur la politique et la gestion de la ville. À la librairie L'Autodidacte - 5, rue Marulaz.

Samedi 27 mai
Saint-Nazaire (44)

Rencontres-débats sur «L'idéal anarchiste à Saint-Nazaire » avec le Front libertaire de cette même ville, toute la journée, dès 10 heures, à la librairie La voix au chapitre au 67, rue Jean-Jaurès, près des Halles.

Le Mans (72)

Les uto...pistes. Rencontres d'idées et de pratiques. Littérature populaire, échanges non-monétaires, une langue sans patrie ni frontières, luttes sociales, pratiques libertaires etc! Contacts à l'Épicerie du Pré, 31, rue du Pré, à partir de 14 heures.

Dimanche 28 mai
Clermont-Ferrand

Le Raymond accueille The low budgets à 20 heures au Raymond's bar (local autogéré), 77, avenue Édouard-Michelin. Plus d'infos sur http://www.lekalk.info

Mardi 30 mai
Aubenas (07)

Réunion publique autour du thème « Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur l'anarchisme et sur la Fédération anarchiste sans jamais oser le demander » à 20 h 30, à l'espace Combegayre, 18, avenue de Sierre, organisée et animée par le groupe d'Aubenas de la Fédération anarchiste.

Mercredi 31 mai
Lons-le-Saunier (39)

Contre la répression des anti-CPE, rassemblement de solidarité, devant le palais de « justice », à 16 heures

Vannes

Le groupe libertaire René-Lochu (FA Vannes) organise le mercredi 31 mai, à partir de 20 heures, à la maison des Associations de Vannes, 6, rue de la Tannerie, salle 1, la projection du film *Dr Folamour* de Stanley Kubrick, excellente comédie américaine sur la guerre nucléaire, en noir et blanc, réalisée en 1963. C'est l'occasion de passer un bon moment sans oublier la réflexion. Une petite discussion aura lieu à la suite et une table de presse sera à votre disposition pour tout savoir sur l'anarchisme et que vous n'aviez jamais osé demander... Et sur d'autres sujets aussi. Entrée libre.

Jeudi 1er juin
Paris 20e

Festival Barricata 2006 jeudi 1er juin à la Miroiterie au 88, rue de Ménilmontant, vendredi 2 juin au local de la CNT 33, rue des Vignoles, et samedi 3 juin à La Maroquenie, 23, rue Boyer, à partir de 18 h 30 pour les trois soirées.

Mardi 6 juin
Marseille 6e

La librairie Païdos fête ses 10 ans du 6 au 30 juin 2006 et organise à l'occasion des rencontres sur la guerre d'Espagne. Au 54, cours Julien. Renseignements au 04 91 48 31 00.

Mercredi 7 juin
Saint-Claude (39)

Rencontre : l'anarchie à Saint-Claude, et alors ? Avec des membres du groupe Lucio et du Plouccc) au Coffre-Fort, rue de Bonneville, de 18 heures à 21 heures.
groupelucio@altern.org

Dimanche 11 juin
Besançon (25)

Place Marulaz, à partir de 11 heures, rencontre avec des producteurs locaux et des consommateurs organisés. Consommation de produits bio au cours d'un repas pris en commun sur la place. 14 heures, débat : « Comment produire, distribuer et consommer autrement ». Cette journée est organisée par l'association Les Amis de L'Autodidacte - 5, rue Marulaz.

Mercredi 14 juin
Saint-Claude (39)

Vidéo-débat : *Et surtout, n'appelez pas la police !* (Film de Rascal not dead, les musiques « alternatives » entre liberté et répression) au Coffre-Fort, rue de Bonneville, de 18 heures à 21 heures.
groupelucio@altern.org

La télé ment ! la radio ment !

C'EST LA VOIX DU GOUVERNEMENT !

AAEL Toulouse mars 2006